DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 38

Prix : 100 fr.

Décembre 1956

A nos Lecteurs,

A nos Abonnés,

A partir du 15 janvier 1957, le prix de vente de notre revue sera porté à **120 fr** et le prix de l'abonnement à **1.200 fr.**

Les abonnements et réabonnements qui nous parviendront avant le 15 janvier 1957 bénéficieront de notre ancien tarif.

Renouvelez votre abonnement dès qu'il est arrivé à expiration. Aidez-nous en nous envoyant des listes de lecteurs qui peuvent être intéressés par notre presse. **Souscrivez, si vous le pouvez, un abonnement de propagande ou un abonnement de soutien.**

Signalez-nous les retards, les erreurs, les envois doubles dans le service de votre abonnement. **N'oubliez pas que l'administration de notre revue, nos services d'abonnement et de prospection, comme notre rédaction, sont assurés par des camarades sympathisants qui ne reçoivent aucune rémunération.** Aidez-les dans leur travail et soyez indulgents s'il y a des irrégularités dans notre service.

IMPORTANT. — Souvenez-vous que votre abonnement vous donne droit au service de **12 numéros,** y compris nos numéros spéciaux, quel que soit leur prix.

Notre prochain numéro spécial « L'épuration » paraîtra fin janvier. Retenez-le chez votre libraire. Voir notre annonce en **dernière page de notre couverture**).

SOMMAIRE



DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et liitéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 120 fr.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 35, rue Cortambert, Paris-16e, C.C.P. 2182 19 Paris.

EXAMEN DE CONSCIENCE

Le mois de décembre de chaque année, anniversaire de la fondation de notre Revue, nous amène périodiquement à nous demander quels sont les résultats obtenus et s'il y a lieu de continuer notre effort. Il est naturel que cette question soit posée par un groupe isolé par sa position politique, sans action sur les événements, sans influence sur les hommes au pouvoir. Notre but n'étant pas de fonder une « affaire » plus ou moins prospère, c'est notre utilité seule qui, en définitive, justifie notre existence.

Or, *Défense de l'Occident* n'a pas et ne peut pas avoir d'utilité pratique immédiate. Les revues politiques sont, habituellement le laboratoire doctrinal d'un parti : ce n'est pas notre cas. Elles peuvent être aussi, en marge des partis, un lieu de discussion, influent par ses relations et revendiquant un rôle d'avant-garde : notre isolement nous l'interdit. A défaut de ce rôle, elles peuvent espérer, principalement dans l'opposition, colorer de leurs idées des groupes plus importants dans la vie du pays. La structure de l'opposition ne nous laisse pas cette perspective : les journaux sur lesquels nous pourrions nous flatter d'avoir une certaine action ont, presque toujours, des principes différents des nôtres ou des parti-pris politiques auxquels ils sont attachés, et l'une des causes d'impuissance de l'opposition en France est précisément la difficulté de réduire les différents groupes qui la composent à un dénominateur commun. Quant au mouvement Poujade, dans lequel nous continuons à voir l'espoir principal de l'opposition et sa forme la plus dynamique, il nous est peu accessible en raison de la défiance assez connue de son chef pour toute position doctrinale. Nous avons affirmé d'ailleurs très clairement que nous n'avions pas l'intention d'intriguer pour jouer un rôle dans le mouvement Poujade et nous y faire une place, et nous restons fidèles à cette position. Tout en suivant avec sympathie son développement, nous avons conscience de souhaiter, en bien des domaines, des solutions qu'il ne semble pas prêt à accepter.

Notre isolement à l'égard de la politique *réelle* est donc complet. Notre utilité est ailleurs. Est-elle sur le plan européen ? Pour l'instant, à vrai dire, nos idées ne sont représentées dans

les divers pays d'Europe que par des groupes numériquement peu important. L'évolution qui se poursuit actuellement dans le M.S.I. italien peut modifier cette situation. Mais surtout l'échec des formules européennes représentées par Strasbourg, que nous avions annoncé depuis longtemps, se confirme de plus en plus. Strasbourg est incapable aujourd'hui de profiter des réflexions que peut faire naître dans l'opinion le drame hongrois : Strasbourg est incapable d'engager le dialogue au nom de l'Europe avec les pays arabes ; Strasbourg ne survivra pas enfin à la crise que peut faire naître demain un échec électoral du chancelier Adenauer. Cela ne veut pas dire que notre heure viendra bientôt. Mais, dans la relève qui se fera nécessairement à ce moment-là, des positions qui nous paraissent essentielles peuvent être revalorisées et, en ce domaine, il n'est pas chimérique d'attendre quelque chose de l'avenir.

Ces perspectives sont-elles suffisantes pour nous inviter à persévérer ? A la vérité, une idée nous a toujours paru plus importante que ces possibilités qui tiennent un peu de la spéculation, et elle est notre véritable raison d'être : dans le désordre de l'opposition actuelle, il est utile qu'il existe une doctrine cohérente, ferme, adaptée à la situation présente du monde et que cette doctrine fasse l'épreuve de sa solidité par le jugement qu'elle dicte sur l'actualité. L'existence d'une telle doctrine est à la fois un relais indispensable pour préparer un avenir qui peut offrir des occasions que le présent ne nous offre pas, et aussi une circonstance qui permette d'amener à nous peu à peu des forces nouvelles qui recherchent des solutions et non des formules vides de sens.

Il est remarquable, par exemple, que l'opposition telle qu'elle existe actuellement, se soit révélée incapable de profiter du désarroi dans lequel les événements de Hongrie ont jeté et jettent encore chaque jour des éléments récemment sympathisants du parti communiste. Et, en effet, où pourraient-ils aller ? Leur dégoût de l'hypocrisie de la démocratie ploutocratique les a poussés vers le communisme : ils n'iront donc pas s'incrire chez les Indépendants. Habitués à juger les événements selon des principes et au nom d'une conception du monde, ils n'iront pas non plus au mouvement Poujade. Que leur reste-t-il dans l'opposition ? Un passéisme systématique dont ils ne veulent pas entendre parler, parce qu'ils se refusent, à juste titre, à faire dépendre leur avenir des options dramatiques de 1940 à 1944 ; ou une doctrinne d'opposition au régime, excellente dans sa critique de la démocratie, mais proposant stupidement en 1956

des formules que Maurras avait élaborées pour l'Europe de 1903 et qui n'ont plus de sens dans le monde dans lequel nous vivons. Que pensez-vous qu'ils feront ? S'ils ne veulent plus retourner au parti communiste, après avoir éprouvé qu'il est la seule opposition constructive à la démocratie de l'argent, ils se laisseront entraîner par des groupes crypto-communistes, qui rassureront leur conscience en condamnant du bout des lèvres l'emploi des chars soviétiques contre les comités d'ouvriers, mais qui les feront travailler, avec leur consentement, au profit de l'agitation communiste et les ramèneront inéluctablement à une analyse de la politique dont leur conscience réprouve les résultats mais dont leur cerveau a besoin. Ces communistes, aujourd'hui disponibles, seront repris par une des branches de la grande famille communiste, parce que l'opposition au régime n'aura pas su s'adresser à eux et les nourrir de ce qu'ils cherchent, des idées.

A la vérité, si ces hommes savaient qu'il existe des groupes qui condamnent comme eux et pour les mêmes raisons la démocratie ploutocratique, qui proposent des moyens de nous assurer à la fois la justice sociale et l'indépendance entre le bloc de l'argent et celui de la servitude, qui cherchent des solutions pour maintenir l'avenir de l'Europe et en même temps lui ménager l'alliance des pays nouveaux qui ont bessoin d'elle et dont elle a besoin, je ne dis pas que les préjugés qui leur ont été imposés, les mots dont on leur a fait peur, les noms qu'on leur a appris à refuser, cesseraient soudain d'être une barrière, mais ne serait-ce pas pour eux un sujet de réflexion que d'apprendre qu'il existe des positions dont ils pourraient accepter l'essentiel s'ils avaient le courage de ne pas se laisser arrêter par les réflexes montés en eux ?

Ceci n'est qu'un exemple. Je ne prétends pas que les lecteurs dégoûtés de *L'Humanité* vont se mettre à demander à leur kiosque les rares exemplaires de *Défense de l'Occident*. Mais une idée n'est jamais vaine, une *idée ne meurt pas*. Il arrive qu'elle attende de longues années, il arrive qu'elle coule pendant longtemps comme un oued presque tari dans un paysage aride. Mais il importe qu'elle existe, il importe qu'elle soit là et qu'elle creuse son lit. Elles viendront, quand il est écrit, les pluies qui la transformeront en torrent. Ce n'est pas notre affaire. Nous ne sommes pas là pour triompher, nous sommes là pour témoigner. Nous sommes là pour être et pour continuer. Pour continuer un instinct qui était juste, qui a pu avoir des formes mauvaises mais qui, en tant qu'instinct, était juste ; dont les formes passées, dont les incarnations passées sont peut-être mortes à jamais (et cel nous est égal) mais dont la revendication essentielle, celle

de la justice, de l'indépendance de nos peuples, du droit de nos peuples à garder leur propre visage, est une revendication qui reste juste, et qui, à cause de cela, ne périra pas.

C'est à cause de cette mission que nous avons une raison de continuer. Ce n'est pas une mission intellectuelle (car nous n'avons pas l'impression d'être des intellectuels), ce n'est pas une mission politique (car nous n'avons pas l'impression de faire ce qu'on appelle de la politique), c'est une mission qu'il faudrait appeler spirituelle. Nous représentons un certain esprit. Nous n'en sommes pas l'Eglise triomphante, nous ne sommes pas là pour être et il importe peu que nous ne soyons l'Eglise triomphante, nous en sommes l'Eglise militante. Au sens le plus humble. Car nous ne recevons même pas des coups, le temps est passé où nous recevions des coups. Nous cheminons, nous marchons humblement, comme le *miles,* le soldat qui marche à pied ; et il n'y a pas de foules pour nous regarder, et il n'y a pas d'eau pour nous abreuver, et nous ne voyons pas le bout de la route. Mais nous savons que les idées qui ont eu ainsi leurs humbles soldats, ce sont celles-là qui ont prouvé leur vitalité et leur vérité, qui ont prouvé *par cela même* leur vitalité et leur vérité, et qui ont triomphé. Et nous sommes là pour témoigner ainsi.

***

Seulement, ce rôle que nous acceptons, c'est lui qui doit déterminer la rigueur et l'unité de notre position politique. Et c'est par là que notre doctrine et nos possiblités sont liées intimement. C'est parce que nos possibilités sont petites, c'est parce que notre influence est problématique, c'est parce que notre isolement est certain que nos positions peuvent être rigoureuses : c'est pour cela qu'elles *doivent* être rigoureuses.

C'est un problème qui a été souvent agité entre nous et qui est capital pour toute ligne politique que de savoir si nos solutions doivent être *applicables* ou si elles doivent être *absolues.* C'est la décision prise à cet égard qui conditionne les différents *degrés* de l'opposition nationale et amène parfois des groupes oppositionnels de nuance voisine à des positions opposées.

Tout nationaliste (ou tout groupe nationaliste), même s'il sent très fortement la nécessité de changer de régime, a le choix entre deux modes de raisonnement qui l'entraînent, en fait, à des conclusions contraires entre elles. S'il se dit qu'il est hors de son pouvoir de changer le régime, mais qu'il faut faire quelque chose *quand même,* en tenant compte du régime que nous avons, il se donne pour but d'appuyer des projets raisonna-

bles et surtout *réalisables par le régime tel qu'il est* ; il en résulte qu'il s'interdit d'avoir son propre programme et se met à la remorque du programme le moins mauvais, qu'il se compromet en appuyant avec sa force faible d'appoint une politique qu'il n'est convié ni à discuter, ni à appliquer, enfin qu'il est incapable de sortir de la contradiction qui existe entre son rêve de renaissance nationale et un régime qui porte en lui toutes les fatalités de la décadence nationale ; il en résulte encore qu'il doit prendre conscience des *méthodes* les meilleures pour être *efficace* et il sera amené à conclure très vite que le meilleur moyen d'être efficace est de s'infiltrer dans les grands journaux au lieu d'écrire dans un hebdomadaire de faible tirage, d'intriguer auprès des Indépendants pour mériter un jour d'être désigné comme candidat de leur Centre, enfin de devenir un jour un personnage du régime, et de s'y créer une certaine influence personnelle qui pourra s'exercer dans le sens du moindre mal. En somme, il est clair que l'opposition raisonnable, l'opposition *efficace* conduit inéluctablement à la *collaboration*. Et à la collaboration avec quoi ? Avec un régime dont l'opposant sait parfaitement qu'il est mortel pour le pays.

Au contraire, si l'on développe logiquement les conséquences de la proposition fondamentale de l'opposition, à savoir que le régime est essentiellement mauvais et impuissant, on constate aussitôt *qu'il n'y a pas* de solutions réalisables par le régime tel qu'il est ; il en résulte que le nationaliste conscient de son opposition entière au régime ne se demande même plus si telle solution est *relativement moins mauvaise* qu'une autre, puisqu'il pense qu'elles aboutissent toutes finalement à la même décadence, mais qu'il en revient toujours au *leit-motiv* unique : il faut changer le régime, car ce changement seul rend possible de véritables solutions. Mais le changement de régime étant actuellement hors de notre pouvoir, le nationaliste ou bien se désintéresse de toute action politique, la jugeant absurde et inutile — et c'est ce que font beaucoup d'entre eux — ou bien désignera comme ses *solutions* des solutions qui sont *inapplicables par le régime tel qu'il est*, mais qui lui paraissent les seules solutions cohérentes et complètes, et ces solutions, puisqu'elles n'ont aucune chance d'être appliquées, il est indifférent qu'elles soient exposées dans un organe à fort tirage ou à grosse influence, et elles s'accomodent très bien d'être exposées dans une revue, dans laquelle elles sont exprimées et développées seulement pour montrer qu'il existe une autre voie que celle qui est suivie présentement.

La politique ainsi conçue est pure spéculation, dira-t-on. —

Qu'est-ce qui vaut le mieux d'une pure spéculation ou d'une inutile compromission ? Ceux qui collaborent avec le régime obtiennent-ils quelque chose ? Que font-ils d'autres que de le soutenir, en fait, sans contrepartie substantielle ni pour le pays ni pour la lutte contre le régime ? Leur action est aussi inutile que la nôtre, mais elle trompe, elle *divertit*. Parce qu'ils assistent à des congrès, parce qu'ils se salissent les mains dans la cuisine électorale, *ils ont l'illusion* de faire quelques chose. Mais leur action n'est rien, car ils n'empêchent rien, ils ne suscitent rien, ils servent simplement à leur insu, dans l'économie du système, de soupape à amortir le mécontentement ; et par là, croyant être habiles, ils sont dupes en réalité, car ils consolident par leur présence ce système dont ils savent comme nous la nocivité. Au contraire, notre action à nous n'est ni plus ni moins spéculative que celle de tous les théoriciens qui ont été isolés à toutes les époques par la nature radicale de leurs théories ; comme l'action de ceux qui décrivaient un gouvernement du peuple sous la monarchie, de ceux qui décrivaient une société socialiste à la naissance du grand capitalisme, de ceux qui revendiquèrent un régime républicain sous l'Empire, ceux qui parlaient de corporation ou de dictature du prolétariat à l'apogée des démocraties. Nous composons comme eux une image cohérente du monde qui pourrait être au lieu de celui qui est. Comme eux, nous semons une semence. Elle lèvera ou ne lèvera pas. Mais qui peut dire quelles semences lèvent et quelles autres ne germeront jamais ?

Ce choix donc, que nous avons fait une fois pour toutes et qui justifie la précarité de nos moyens et aussi la persévérance de notre effort, c'est lui qui dicte aussi nos positions et qui explique notre choix quand il arrive que nous ayons à choisir.

Il est peu important pour nous que les remèdes que nous indiquons soient immédiatement réalisables s'ils sont les seuls remèdes logiques. C'est parce que nous constatons l'emprise des idéologies et des intérêts privés sur la vie politique de nos nations que nous demandons des régimes assez autoritaires pour empêcher la trahison des idéologies et la toute puissance des intérêts privés. C'est parce que nous voyons nos nations incapables de posséder individuellement les moyens d'action nécessaires aujourd'hui à une politique indépendante que nous les pressons de s'unir pour former un ensemble européen. C'est parce que nous croyons sans issue la politique des deux blocs que nous voulons que cet ensemble européen forme une troisième force militairement et politiquement armée contre la pénétration étrangère, qui n'appartienne ni au camp du capitalisme ni

au camp de la dictature marxiste mais qui puisse dégager les solutions contenues dans une politique de neutralité. C'est parce que nous reconnaissons dans les démocraties modernes des régimes incapables d'assurer la justice sociale ou même simplement le respect de la volonté populaire que nous souhaitons la fin de l'hypocrisie démocratique qui n'est que le masque de l'impuissance, de la ploutocratie et finalement de l'asservissement de nos pays aux grands intérêts internationaux. C'est pour cela, et aussi parce que nous avons conscience que nos pays sont aujourd'hui entre les mains d'une *maffia* installée aux postes de commande que nous regardons comme une condition préalable de tout redressement politique l'instauration d'un régime sain et l'apparition d'hommes nouveaux. Tout cela, en effet, n'est pas immédiatement réalisable, nous le savons. Mais tout cela est cohérent, toutes ces exigences *sans exception* se tiennent et notre isolement nous permet justement de ne pas faire silence *par opportunisme* sur l'une ou l'autre de ces revendications mais de les présenter *toutes* comme nécessaires.

C'est le même refus de l'opportunisme qui doit nous dicter nos positions sur les problèmes que présente l'actualité. Ceux qui disent qu'il faut faire confiance au gouvernement en Algérie, que M. Soustelle était un grand gouverneur général, que M. Lacoste est un grand gouverneur général, qu'il faut soutenir un gouvernement qui a enfin une réaction énergique à Suez, ceux-là croient aux contes de fées, parce qu'ils croient le régime actuel capable de victoires, ils sont des opportunistes sans le savoir, parce que, tout en déclarant en paroles que le régime est radicalement mauvais, ils ne le croient pas au fond du cœur, mais sont prêts à *collaborer* avec lui, oubliant tout ce qu'ils ont dit et pensent de lui, dès que les circonstances les séduisent. Appliquant, au contraire, à ces circonstances la logique de nos principes, nous devons nier et nous nions que le régime soit capable de sauver l'Algérie, parce qu'il contient en lui-même la faiblesse, l'impuissance devant la trahison, le manque d'esprit de suite, l'obéssance aux pressions de toutes sortes et qu'en effet on retrouve dans sa politique d'Algérie toutes ces caractéristiques internes du régime, lesquelles ont pour conséquence inéluctable la perte de l'Algérie. Appliquant de même la logique de nos principes à l'affaire de Suez, nous devons nier et nous nions que le régime ait les moyens de faire une politique d'énergie, parce qu'il contient en lui-même des éléments de dépendance et de capitulation qui le conduisent nécessairement à de fausses manœuvres et à d'inévitables reculades à la fois en stratégie et en diplomatie. Au contraire, la logique de nos principes et celle de nos posi-

tions européennes nous amènent à soutenir que la France ne doit pas céder en Algérie, et, d'autre part, que la France et les autres pays d'Europe doivent en même temps rechercher l'amitié des pays musulmans, voisins et alliés naturels de l'Europe, en leur offrant la disparition de l'Etat d'Israël en échange de la reconnaissance de la situation particulière des intérêts européens en Afrique du Nord. Une communauté européenne indépendante des deux blocs mondiaux et associée statutairement à l'exploitation de nos possesssions d'Afrique serait en outre à la fois un moyen de rétablir notre position en Afrique et d'aboutir à une réconciliation avec le monde arabe qui a, au fond, les mêmes intérêts que nous.

Assurément, cette politique n'est pas plus réalisable dans l'immédiat que les revendications énumérées plus haut. Mais à ceux de nos camarades qui auraient souhaité que nous prenions une autre attitude dans l'affaire de Suez, je voudrais simplement montrer que cette collaboration qu'ils demandaient de nous pour l'affaire de Suez est du même ordre que celle des opportunistes à la politique du moindre mal. Elle est, à la fois, comme celle-ci, en contradiction avec nos principes et en opposition avec nos moyens. Notre vocation est d'être intransigeants, pauvres et conséquents. Nous ne représentons quelque chose, et en un certain sens, *nous ne servons à quelque chose* qu'à cette condition. C'est seulement dans cette unité morale qu'est notre justification, notre caractère représentatif, pour si mince qu'il soit, et, aussi bien au point de vue intellectuel qu'au point de vue politique, l'intérêt que peut présenter notre Revue pour le présent — et pour l'avenir.

Maurice BARDÈCHE.

Un entretien avec

Jacques BENOIST-MÉCHIN

Ce qui frappe le plus chez Jacques Benoist-Méchin, c'est une sorte de charme presque physique de l'intelligence. Prompte à s'adapter, proche des faits, faite à la fois de force et de souplesse, il l'utilise merveilleusement pour éclairer les situations et y tracer des perspectives nouvelles qui étonnent ensuite par leur évidence.

Nous connaissons l'énorme succès que remporte actuellement ses « *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* » mais nous savons également la profonde familiarité avec le Moyen-Orient qu'ont révélée ses ouvrages sur Mustapha Kémal et sur Ibn Séoud. C'est sur l'orientation politique nouvelle de cette région du monde et l'action qui y est toujours possible que nous l'interrogeons.

« Plusieurs faits me paraissent, si l'on regarde les événements dans leur ensemble, nous répondit-il aussitôt, avoir considérablement modifié les perspectives au Moyen-Orient. Jusque là, il m'avait toujours paru que chacun des grands blocs avait son « *poumon* » naturel : les Etats-Unis avec la vallée du Mississipi, les rivages du Mexique et le Vénézuéla, l'U.R.S.S. avec la Sibérie et le Caucase. L'Europe, dans la mesure où elle pouvait former un bloc à part, n'avait pas de poumon véritablement naturel : c'est le Moyen-Orient qui lui en tenait lieu dont, par les pétroles, elle dépendait totalement.

Or, deux faits nouveaux sont survenus. D'une part, les événements récents de Suez, la paralysie du canal et le sabotage des pipe-lines ont montré à quel point ce poumon était fragile et combien l'Europe était vulnérable. Il a suffit de quelques navires coulés et de quelques coups de cisaille pour priver l'Europe de carburant et la réduire à la merci

de quelques petits pays désarmés ou de son puissant Allié. D'autre part, l'on vient de découvrir au Sahara des nappes de pétrole d'une étendue et d'une profondeur extraordinaires, d'une richesse qui laisse peut-être derrière elle toutes les autres réserves du monde.

Devant ces deux faits qu'il faut « lire » ensemble, si l'on veut voir les choses d'un peu haut : vulnérabilité des liaisons avec le Moyen-Orient et proximité d'énormes ressources sahariennes, je me demande s'il n'y a pas là une nouvelle donnée susceptible de modifier profondément ce que l'on croyait il y a encore peu de temps. Ne va-t-on pas en tenir compte ? »

— « *Dans quel sens voyez-vous alors une évolution se produire ?*

— « Je dis d'abord qu'il y a là une situation nouvelle dont il faut bien prendre conscience. Rien n'est plus inutile et dangereux que de raisonner d'après des facteurs qui ne correspondent plus à rien et qui sont largement dépassés. Mais maintenant je m'interroge. J'ai toujours été attaché à l'amitié des peuples arabes, par sympathie pour ces peuples d'abord et puis parce que je la jugeais indipensable à l'Europe. Maintenant tout cela a bougé. Il me semble difficile de laisser reposer la sécurité d'un ravitaillement aussi essentiel pour la vie d'Etats modernes et l'indépendance d'une politique uniquement sur des bonnes volontés diplomatiques. Il y a là quelque chose de disproportionné, et c'est trop grave. Mais d'autre part entre le Sahara et le continent, il y a bien l'Afrique du Nord et là une population arabe se trouve encore en cause ».

— *Une population arabe ou le monde arabe ? Comment voyez-vous l'amitié avec disons l'Egypte, tant que n'est pas réglée la question d'Afrique du Nord ?*

— « Je veux d'abord vous dire que je ne crois pas qu'une politique fondée sur des principes idéologiques amène souvent de bons résultats, ni même qu'elle rencontre le fond des choses. Lors de l'intervention armée à Suez, il n'était plus véritablement question de libre passage sur le canal puisqu'il était alors facile d'obtenir de Nasser des garanties pratiques de libre navigation. Le but réel était de faire céder le chef d'Etat Egyptien sur des principes, de porter un coup à son prestige et, par là, de le faire tomber. Eh bien, ce ne sont pas là des buts de guerre On ne fait pas la guerre pour humilier un chef de gouvernement, pour le faire age-

nouiller devant des principes. Et d'abord parce qu'on risque fort d'obtenir le résultat inverses. C'est précisément cela qui est arrivé.

C'est sur des points précis et en vue d'objectifs concrets que l'on pouvait entamer des conversations sur ce sujet, sur l'Afrique du Nord également. Pour ma part, au cours de toutes les conversations que j'ai pu avoir avec des personnalités des pays arabes du Moyen-Orient, j'ai toujours constaté la même réaction : le problème qui seul leur importait, auquel leurs pensées allaient, qui leur paraissait grave, immédiat, qui parfois leur faisait peur, c'était Israël. L'Afrique du Nord, rien. Ils pouvaient avoir des idées à ce sujet, cela ne les intéressait pas, cela ne les passionnait pas.

Or, pour faire une politique efficace, il est essentiel de savoir où sont les passions. Celles des Pays arabes de l'Est méditerranéen concernaient Israël. Ces pays avaient la hantise de l'attaque et cherchaient à tout prix à se protéger. C'était injustifié ? peut-être. Il n'en reste pas moins que leur avenir leur paraissant infiniment plus *mis en question* à l'est qu'à l'ouest.

Je pense donc que, sans aborder les principes, l'on pouvait traiter avec l'Egypte sur ces bases : « nous nous contentons d'une solution pratique assurant le libre droit de passage à travers le canal (qui d'ailleurs peut se trouver inutile dans quelques années, le canal étant stérilisé, les pétroles du Moyen-Orient mis en sommeil et une terrible misère s'abattant sur les pays qui en vivaient), nous garantissons le statu quo entre Israël et les pays limitrophes, mais vous, vous détournez les yeux d'Afrique du Nord. Un désert vous en sépare. Le Maghreb a toujours eu une originalité au sein du monde arabe. Gardez-la lui. Pas de déclaration de principe détournez simplement les yeux. »

Je ne dis pas que c'était infaillible, je dis qu'une négociation menée sur ces bases avait des chances d'aboutir, qu'en tout cas, elle ne gâchait rien, montrait de la compréhension et ne nous aliénait pas l'amitié du monde arabe. »

— *Les questions religieuses permettaient-elles une entente sur un tel partage ?*

— « Les questions religieuses sont les questions religieuses et les questions politiques sont les questions politiques. Les questions religieuses n'avaient rien à souffrir là-dedans. Ce que vous évoquez, c'est l'emploi politique de problèmes

religieux. Mais cela c'est une question politique. Croyez-moi, les sentiments religieux sont attisés et manœuvrés dans un sens, il serait très facile aux dirigeants arabes de les laisser à nouveau s'assoupir. Je vous le disais, il n'est pas question de déclaration de principe. »

— *L'influence soviétique ne devait-elle pas prévaloir ?*

— Là encore, on est bien obligé de faire état de tout ce que l'on peut savoir. Or, il semble indiscutable que les pays arabes ne se sont tournés vers l'Est que faute de recevoir ce qu'ils attendaient de l'Ouest. Ils ont mené un jeu de surenchères entre l'Est et l'Ouest ? Moins qu'on ne l'a dit, je crois. Ils voulaient des armes et des fournitures, ils les voulaient très vite. Ils avaient peur d'Israël à cause de son développement rapide et parce qu'ils pensaient que ce pays devait nécessairement s'étendre ou étouffer. Quand on les rassurait, ils citaient la phrase inscrite sur le Parlement de Tel-Aviv : « Ceci est le Parlement du Pays d'Israël qui s'étend du Taurus jusqu'au Nil ». Or, il leur fallait parfois trois ans de négociations pour obtenir quelques chose, de la France, par exemple... ou pour se le voir refuser. Ils se sont tournés vers l'Est. Mais cela n'a pas été le moins du monde le résultat d'un choix politique. Dans une grande explication, les Arabes seraient avec nous et c'est dans cette perspective qu'il faut voir et traiter les problèmes.

— *Il resterait le problème de l'Algérie elle-même qui, en durant, risque de pourrir à nouveau tous les efforts d'entente avec le monde arabe.*

— Oui certainement. Mais même là, la solution est peut-être dans la direction que je vous indiquais. Vous ne savez sans doute pas que les travaux de prospection menés actuellement au Sahara par la Compagnie française des Pétroles le sont sous le contrôle des autorités militaires françaises. Or, avec le concours de ces autorités, la Compagnie a fait passer parmi les unités formées de jeunes rappelés de la Métropole des offres d'emplois destinés à ceux qui désireraient rester et travailler sur place après la fin de leur service. Il était offert 1.500 places, dans les 24 heures 2.000 demandes furent enregistrées !

Je n'ai pas besoin de souligner l'importance de ce fait. Il y a actuellement un véritable romantisme du pétrole. Il peut provoquer des résultats très heureux. Les jeunes de la Métropole iront là-bas plus volontiers. Le chômage dispa-

raîtra peut-être en Algérie. De toutes manières, la richesse augmentera. Pourquoi s'entêter sur des solutions faussement politiques dans la stagnation, alors qu'il y a sans doute à portée de mains des facteurs économiques qui, dans l'expansion, peuvent faire naître un nouvel enthousiasme infiniment plus fécond. »

— *Mais actuellement que peut-on faire ?*

— Rien n'est jamais définitivement gâché, mais tout est rendu infiniment plus difficile. Nous avons amené la paralysie du canal, renforcé Nasser, attisé d'énormes ressentiments et dévoilé en même temps notre tutelle américaine. Il faudrait évidemment frapper un grand coup et reprendre les choses de plus loin, mais permettez-moi là-dessus d'être discret, mes pensées ne sont pas encore très au clair. »

Et Jacques Benoist-Méchin ajoute avec une lucidité et une loyauté admirables :

« Et puis, combien il est devenu difficile de parler de politique ! Que puis-je dire sur le moment-même alors que la situation me présente tout de même beaucoup d'inconnues. Ah, si je devais agir, je saurais mieux ce qu'il faut faire, et toute de suite ! C'est qu'alors le problème vous apparait dans sa véritable complexité et en même temps comme simplifié par la nécessité où l'on se trouve d'aller de l'avant. C'est encore une duperie du parlementarisme actuel de parler de droits de l'opposition quand la complexité croissante des problèmes ne permet plus guère qu'à celui qui agit de voir même ce qui est en question. »

— *L'on peut tout de même indiquer des directions d'imagination ?*

— Bien sûr, et l'on peut relever aussi les catastrophes déjà provoquées. Mais voyez-vous, si j'avais dans tout cela une responsabilité, j'aurais, je le crois, un grand atout : j'admire la civilisation arabe. Je sais comment je leur parlerais, avec force et avec amitié. Certains n'envisagent que deux termes : céder ou faire céder. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de déceler les passions, d'en tenir compte, d'en parler au besoin et de s'entendre sur quelques intérêts précis qui sont indispensables à l'amitié. C'est une grande force que de ne pas mépriser. Et moi, je sais trop qu'elle a été la richesse de la civilisation arabe pour mépriser des peuples qui, fussent-ils momentanément déchus, gardent le souvenir et comme le germe de ce qui a été leur grandeur.

Il y a entre eux et nous un malentendu qui a en grande partie sa source dans des idéologies et des mythes. Je souhaite vivement que ce malentendu disparaisse. »

Nous avons remercié Jacques Benoist-Méchin. En le quittant, nous étions, faut-il le dire, extrêmement émus. Il y avait dans tous ses propos non pas une fausse idée de compréhension des peuples, mais une perception presque physique de la réalité du monde arabe, un désir de servir encore, de réconcilier de véritables *personnes* qu'il aime et que les idées fausses ont brouillé.

Nous nous sommes surpris à rêver d'un Etat français, enfin remis sur ses pieds, qui, après la crise que nous venons de traverser, reprendrait contact avec les pays arabes du Moyen-Orient en envoyant Jacques Benoist-Méchin comme ambassadeur itinérant, chargé de promouvoir une nouvelle politique et de leur montrer un autre visage de la France.

Entretien recueilli par Bernard VORGE.

LE PLAN MOLLET

contre les Français d'Algérie

Le Président du Conseil a été net et affirmatif ; il offre un « cessez-le-feu » ; dans les trois mois qui suivront des élections libres contrôlées ; ensuite un examen du statut de l'Algérie avec les élus du suffrage universel. On ne parle plus des « plans » que la France devait appliquer en Algérie; en réalité, elle attend que les élus lui imposent leur plan. Et l'on discutera sans doute avec eux comme on discuta avec Bourguiba et Mohamed V. Chacun connaît les brillants résultats de ces indépendances qui laissent une France cocue, bafouée, insultée.

L'idée paraît maintenant acquise : on votera en Algérie au collège unique. On votera donc en faveur des pressions occultes du F.L.N., car on semble oublier le succès obtenu par les grèves ordonnées par lui malgré le veto français.

Une fois cette *majorité* anti-française issue du suffrage universel et censée représenter l'Algérie, que pourra bien répondre la France au mot d'ordre : « *Emmchi !* », c'est-à-dire : nous voulons l'indépendance ? Rien, nous n'aurons qu'à nous incliner car les yeux du monde seront fixés sur l'Algérie.

Dans le fond, c'est peut-être toute l'hypocrisie de la manœuvre tentée : laisser croire à la France et aux Français d'Algérie que la solution « nous est arrachée » par le corps électoral indigène et « l'opinion mondiale », alors que l'on n'aura préparé d'autre issue que celle-là.

Pour traiter, on attend des rebelles momentanément pacifiés. C'est à coup sûr le moyen n° 1 de perdre totalement l'Algérie. Nous l'avons dit et nous le répétons, à Paris on ne connaît rigoureusement rien au musulman et les intrigues de Tunis et de Rabat avec les chefs rebelles algériens, les expulsions et les massacres de Français, ont été sanctionnés par un crédit de 48 milliards (décembre 1956) aux anciens protectorats. Remarquons que si nos compatriotes rentrent ou s'expatrient définitivement, les sièges des grandes sociétés ne songent pas à se transférer ailleurs...

Le plan Mollet concernant l'Algérie où l'insécurité augmente — outre les lettres que nous recevons, il suffit de lire les quotidiens algériens — implique, quoi qu'on en pense, un abandon à terme qui paraît s'opposer aux affirmations de M. Robert Lacoste. Des remous de parti interviennent, comme si la S.F.I.O. était toute la France ! Pris entre le spectre de l'électorat et le salut de l'Algérie, il semble que l'on ait choisi de freiner M. Lacoste en l'empêchant d'engager l'avenir du parti sur une « trop longue guerre ». Après tout, M. Lacoste ne doit sa fortune politique qu'au parti... un parti jaloux de ce que le militant voisin devienne une vedette surtout sur le terrain « colonialiste ». A l'heure où nous écrivons ces lignes, les manœuvres visent le ministre résidant exactement de la même manière qu'elles provoquèrent le limogeage de M. Naegelen appartenant au même groupe. Cela n'est pas un hasard et nos lecteurs comprendront pourquoi nous avons répété tant de fois que la S.F.I.O. ne serait jamais apte à gouverner. Le parti veut bien bavarder gentiment avec les rebelles élus au scrutin unique et perdre l'Algérie, mais il n'hésite pas à aller casser la figure aux Egyptiens dans la plus extravagante des aventures pour défendre les bénéfices de la Cie de Suez et détourner la colère musulmane menaçant Israël. Des doctrinaires gouvernent la France à la petite semaine... et ils agiront de telle sorte que l'indépendance de l'Algérie deviendra la seule issue d'une situation que l'on s'est arrangé pour rendre impopulaire.

Je sais que des Algériens vont se hérisser à la lecture de ces lignes, mais nous n'y pouvons rien ; c'est la politique française, cette politique décadente admirablement résumée par le député Henri Dorgères : dix pour cent des parlementaires suivent et comprennent les événements, tout le reste est indifférent ou n'y comprend rien. L'Algérie et l'Union Française sont donc davantage victimes d'un régime que des hommes. Malheureusement, le résultat est là. Faute de l'union des Français d'Afrique du Nord, reconnaissons-le, habilement divisés par leurs propres leaders attachés à sauver des intérêts personnels qui dureront ce que durera l'administration française.

L'ordre dispersé des Français d'Afrique du Nord les condamnera à se laisser imposer un plan qui ne sera, qui ne peut être qu'un plan d'assujettisement à la *siba* indigène. Sans élus — j'espère que l'on aura compris « l'efficience » du syndicat des sénateurs algériens depuis un an réduits à l'impuissance parce que trop, parmi eux, sont de réels féo-

daux qui ne pouvaient être pris au sérieux — les Français d'Algérie seront dotés d'un *motus vivendi* qui, peu à peu, sera celui de leurs compatriotes de Tunisie et du Maroc. Des vœux, des parlottes, un point c'est tout. Se sentent-ils donc coupables au point de ne pas gueuler ? De ne pas exiger, première condition de toutes, une codification du statut civil français et une autre du statut coranique ?

Ce n'est pas de notre faute si nous en arrivons là... Au fur et à mesure que les occasions manquées s'ajoutent aux occasions manquées, nous nous replions sur des solutions qui nous paraissaient inacceptables la veille. Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous envisagions la fédération comme un moyen de sauver encore quelque chose. La fédération, solution présentée par divers partis, est aujourd'hui abandonnée par ceux qui la défendaient hier. Nous arrivons à la consécration des divisions ethniques parce que nous assistons à la dégradation de la question algérienne dans les esprits français et internationaux. Mais, bon Dieu, nous voudrions au moins voir un calme rassemblement de 500.000 Français dans la plaine de la Mitidja hurler aux gouvernants *qui ne les représentent pas* qu'ils entendent qu'on ne décide pas de leur sort sans leur avis, proposer un plan à leur tour, par des hommes massivement désignés par eux.

Je sais que le Comité d'entente des A.C. et cadres de réserves d'Algérie tente de se faire entendre et de se substituer aux élus. Tout ce qu'il a demandé (contre le régime politique aux chefs rebelles, pour la dissolution du P.C., contre l'aide marocaine et tunisienne aux rebelles, contre la ratification du traité franco-libyen, contre l'inscription de l'affaire algérienne à l'O.N.U.) est demeuré lettre morte. Que dis-je, c'est le contre-pied qui est devenu réalité sur toute la ligne. Alors ?

Jusqu'en 1955, l'Algérie faisait partie intégrante de la France. Il semble que cette vision soit périmée puisque l'on veut la doter d'un statut spécial. Soit. On connaît à peu près le complot ourdi entre les chefs rebelles, Tunis et Rabat. A Tunis, devait être proclamée la République algérienne et, à titre symbolique, une poussée guerrière en Oranie, donc en territoire algérien, eut constitué une enclave de cette future république algérienne. (Certains Français ne pardonnent pas à M. Lacoste d'avoir fait échouer l'opération). Cet embryon de gouvernement provisoire devait avoir figure représentative internationale. Ne nous leurrons pas, ce n'est que partie remise et..., dans ses prisons, de Messali Hadj à Ben Bella,

la France possède tous les interlocuteurs rebelles désirables. (Bourguiba, Mohamed V et d'autres sortent du même moule...). Si l'Algérie demeure partie intégrante de la France, les Français n'ont pas à bouger, *mais si elle n'est plus partie intégrante ?*

Je m'explique par un raisonnement tenu à un Français du Maroc. Je lui ai dit à peu près ceci : Vous étiez 400.000 Français qui, pour la plupart, étaient divisés. Vous aviez des amis, les Berbères. Le « malentendu » d'Oued-Zem devait être dévoilé et l'odieuse machination de « disqualification » des Berbères mise à jour. 400.000 Français représentaient dix fois plus de personnes qu'il n'en fallait pour décréter une « république marocaine » à direction berbère, *dès que l'indépendance fut accordée au Maroc.* Aujourd'hui, l'ordre régnerait légitimement puisque l'Arabe est envahisseur et le Berbère autochtone. L'ordre des choses serait logique et rétabli. Parallèle : la France n'interviendra pas quand, M. Bourguiba proclamera — avec l'aide de l'U.G.T.T. — la République tunisienne. J'ai montré, à mon ami marocain, l'article publié en 1953 dans lequel j'offrais cette perspective alors réalisable. Aujourd'hui, faute d'avoir agi avec efficacité en temps opportun, tout est perdu ou à peu près.

Que sera-t-il de l'Algérie demain ? Ce que voudront les 1.200.000 Français d'Algérie que l'on ne consultera pas sur leur sort puisqu'ils ne peuvent être élus à 8 musulmans contre 1 blanc au collège unique.

Nous serons honnêtes en reconnaissant le poids dont pèsent sur les décisions gouvernementales, les ingérances étrangères et les pressions diplomatiques. L'Algérie est devenue un enjeu international que peu d'Algériens évaluent à sa valeur. Certes, ils en parlent, comme ça, comme des moustiques en été. Dans *un journal d'Alger,* j'avais commencé une série de papiers pour indiquer aux Français les menaces qui pesaient sur eux. Ces articles gênants furent supprimés ; il ne fallait parler ni des Anglais, ni des Espagnols c'est-à-dire des premiers qui déclenchèrent le baroud nord-africain. Ces interventions étrangères ont une part prédominante dans les troubles nord-africains. C'est même à cause du gâchis perpétré par les amateurs du pétrole nord-africain et saharien que la politique française dut s'incliner devant les rebellions et s'efforcer d'en limiter les dégâts puisque notre pays refusait de donner du poing sur la table et de chasser l'agent étranger. Le ministère Guy Mollet est l'héritier de la situation créée par les ministères Mendès et Edgar Faure. Il ne peut être qu'un

syndic de faillite à Tunis et à Rabat ; à Alger sera-ce le concordat ou la faillite avec un ministre résidant passant plus de temps dans l'avion Paris-Alger qu'à son bureau ? C'est pourquoi nous n'accablons pas tellement M. Guy Mollet, nous disons simplement qu'il se défend mal parce qu'il ne connaît pas bien le dossier algérien et surtout ses pages musulmanes.

Nous ne perdons pas l'Afrique du Nord à cause de la misère des indigènes et des abus des féodalités ; elle nous glisse entre les mains à cause des excitations étrangères que l'on n'a pas osé dévoiler et dont on rejeta les effets sur le dos d'autres Français (dont certains méritent un blâme, mais pas plus qu'en France ou ailleurs et certainement moins qu'en Egypte, en Hongrie ou à Porto-Rico). Ce fut volontairement que l'on laissa les Français d'Afrique du Nord « dans le cirage », car chacun sait qu'on se bat mal sans objectif précis ou quand on se trouve dans un tunnel (non éclairé). D'autre part, les journaux algériens en ne désignant que par de vagues allusions ces adversaires camouflés ne voulaient pas compromettre leurs amis ou leurs clients... Quoi qu'il en soit, ne sachant qui combattre, les efforts furent dispersés... ce qui permit aux politiciens de manœuvrer à leur gré. Nous espérons combler cette lacune avec un nouvel ouvrage (1) pour mieux situer le drame algérien et l'avenir des Français en Tunisie et au Maroc.

Sans la somme des intrusions étrangères, il n'y aurait pas de question nord-africaine. La France subit la carte forcée à l'évolution. Il se trouve que cette évolution fait le jeu d'hommes d'affaires (français aussi) ou s'identifie à la doctrine de lunaires et d'illusionnistes ! D'où cette pagaye en Algérie devenue un poids bien ennuyeux autant pour les militants et les électeurs que pour les Américains, Espagnols, Anglais, Russes et quelques autres.

La dissolution par voie autoritaire des conseils municipaux et des conseils généraux est la mesure grave qui indique la volonté des gouvernants d'imposer à l'Algérie la solution doctrinaire qui leur plaira. En éliminant des corps régulièrement élus — n'oublions pas que les élections de 1955 eurent lieu sous le proconsulat de Jacques Soustelle — le gouvernement supprime délibérément toute opposition valable — parce que légale — à ses projets. C'est ce qu'on appelle la dictature.

(1) A paraître prochainement aux éditions des Sept Couleurs, sous le titre : Dossier secret de l'Afrique du Nord.

On *imposera* aux Européens le règne des discussions avec les indigènes.

Où en sommes-nous des promesses du ministre-résidant ? Il semble que ce dernier ait gentiment mis les Européens dans sa poche, M. Alain de Sérigny y compris. Tout s'effondre, *les Français d'Algérie n'ont plus aucune garantie de défense.*

Quant aux délégations qui seront désignées, on sait la manière dont l'administration algérienne est menée par des fonctionnaires politiques amenés spécialement de la métropole et ne connaissant rien du pays depuis l'arrivée de M. Lacoste. Nous avons aussi le regret de constater que des militaires politiciens qui firent de l'Indochine ce que l'on sait, sont en Algérie et au Maroc ; ils ne furent sans doute pas choisis par hasard.

Si l'on a fait table rase de tout ce qui était représentatif du suffrage universel algérien, c'est que l'on n'a pas bonne conscience de ce que l'on prépare. Mais l'élimination des élus permettra de classer les mécontents parmi les factieux. Edifié par les vœux, proclamations entre deux vins d'honneur et conciliabules des « élus » algériens (qui avaient commis l'erreur monumentale de choisir le bachagha Aït Ali — homme très discutable (que je connais) — pour les présider le gouvernement a jugé ce qu'il pouvait se permettre à l'égard des vélléitaires. En prenant récemment le chemin du Caire, le député Benbamed sentait le vent ; *il appartenait au groupe socialiste.* Comme compétence gouvernementale, Pineau, l'Egypte et le pétrole nous suffisaient. Il était inutile d'y ajouter l'Algérie. Les Français d'Algérie peuvent se matelasser les fesses. Comme ceux du Maroc.

Pierre FONTAINE.

PRINCIPES AMERICAINS

Les démocraties, grandes ou petites, et les grandes peut-être moins encore que les petites, n'aiment pas être troublées en période électorale.

L'élection est un rite sacré. Tant qu'il dure, le monde devrait cesser de tourner afin de pas donner d'émotion aux candidats et aux agents électoraux.

Lorsque Français et Anglais décidèrent de réoccuper la zône du canal de Suez, ils portèrent aux chefs des partis américains en lutte, un coup bas, le coup défendu par excellence, celui qui bouleverse un plan de campagne, élaboré de longue date et qui semble jusqu'à la dernière minute se dérouler suivant les prévisions des experts. Six jours avant l'élection, provoquer une crise internationale dont les conséquences pouvaient être tragiques, émouvoir les électeurs alors que les affiches allaient les amener tout doucement aux urnes avec des idées soigneusement préfabriquées, quel scandale !

A cette nouvelle, le Pt Eisenhower a vécu littéralement accroché à son téléphone, menaçant de foudres diverses les gouvernements de Paris et de Londres. Il a provoqué tant d'hésitations en Angleterre, que le débarquement opéré trop tard, n'a permis d'occuper que Port-Saïd.

En fait, le Président a eu tort de s'émouvoir, car la crise a singulièrement servi sa cause.

On croit trop souvent que les livres n'ont pas d'influence parce qu'ils n'atteignent qu'un petit nombre de partisans. Quelle erreur ! Avec plus ou moins de bonheur, les arguments qu'utilisent leurs auteurs, courent les salons, les salles de rédaction, les bureaux, les ateliers et s'ils ne convainquent pas les adversaires, ils sèment au moins des doutes qui travaillent dans le subconscient de cerveaux, peu faits pour subir le choc des idées.

C'est ce qui s'est produit pendant ces six jours où les Américains, moins soucieux encore qu'en 1940, de traverser l'Atlantique le fusil au poing, se demandaient anxieusement quel serait celui des deux candidats à la présidence qui éviterait le plus sûrement la catastrophe. Les noms d'Alger Hiss, de Mme Roosevelt, lancés il y a six ans, par Flynn et Chamberlin, ont fait surgir des images confuses, mais de mauvais augure. Par millions, les hésitants ont inscrit le nom d'Eisenhower sur leur bulletin de vote. Au Texas, dans le New-Jersey et sur la côte du Pacifique, les Démocrates ont voté contre Stevenson.

Malheureusement, les Réplublicains de droite sont restés fâcheusement impressionnés par les palinodies de la « Garde du Palais » et les déclarations « conformistes » du vice-président Nixon. Ils se sont dits qu'ils seraient encore trompés une fois de plus : plusieurs millions ont voté pour « l'Indépendant constitutionnaliste » Andrews, d'autres sont allés se promener; beaucoup même ne se sont pas fait inscrire sur les registres électoraux. Le nombre des abstentions, qui dépasse toutes les proportions habituelles en Europe, explique seul que le gagnant de la course à la Maison Blanche n'ait pas plus réussi qu'il y a deux ans, à avoir une majorité au Congrès. C'est, paraît-il, une situation que l'on n'a pas vue depuis cent-huit ans.

Ainsi, le vote américain a été, non le fruit de l'enthousiasme, mais une réaction de la peur.

Cette peur va-t-elle être salutaire ? Va-t-elle faire sortir le Département d'Etat de l'ornière dans laquelle il enlise le monde ?

Nous sommes désolés de déclarer que nous n'en croyons rien.

Lorsqu'à Terre-Neuve, en août 1941, le Pt F. Roosevelt engageait Churchill à dissoudre l'Empire britannique, lorsque, l'année suivante, il comptait ouvertement sur la perte de l'Indochine pour disloquer l'Empire colonial français, nous pensions naïvement que nous avions à faire à un maniaque du progressisme et que l'arrivée au pouvoir des Républicains mettrait un terme à l'anticolonialisme des Démocrates. Nous avions beaucoup d'illusions.

En 1949, un autre démocrate, Acheson, a imposé aux Hollandais, l'arrêt des hostilités au moment où ils allaient rétablir l'ordre en Indonésie ; il a, contre toute raison, arraché l'indépendance de cet archipel. Bien loin de combattre le communisme en détruisant le « colonialisme », comme il le supposait, il lui a donné de nouvelles possibilités d'action : il a suscité la carrière politique du Pt Soekarno, champion de la politique de Bandoeng et l'une des fortes têtes du groupe « afro-asiatique » de l'O.N.U.

Cette expérience aurait pu être concluante. Elle n'a pas servi de leçon au Républicain Foster Dulles qui, avec une extrême indiscrétion, soit directement, soit indirectement, par ses encouragements aux « Afro-Asiates » de l'O.N.U., a pesé sur nos gouvernements pour que nous accordions l'indépendance à ce qui restait de l'Indochine et renoncions à nos protectorats du Maroc et de Tunisie.

Puis il a fait pression sur les Anglais pour qu'ils abandonnent cette zône vulnérable entre toutes (la guerre de 1939-1945 l'a, cependant, assez prouvé) : la zône de Suez.

Il y a dans la politique étrangère américaine, un phénomène qui dépasse l'entendement. Les Américains dépensent pour leur défense militaire des sommes considérables et qui constituent une quote-part de leur budget général sensiblement plus impor-

tante que la nôtre ; ils lèvent en outre, de lourds impôts afin d'aider leurs alliés à se réarmer. Cette imposition supplémentaire déplait aux contribuables américains qui se rendent compte que, dans beaucoup de cas, les sommes, pourtant énormes, versées aux alliés sont mal utilisées quand elles ne sont pas détournées de leur objet par des politiciens aux abois. Ces largesses, loin d'être un titre à la reconnaissance des obligés, ont l'air d'être ignorées et ne valent à la générosité américaine, aucune marque de sympathie.

Malgré tout, si les divisions françaises n'ont pas le nombre désiré, elles ont une valeur militaire incontestable et les officiers, au moins jusqu'au grade de colonel, ont acquis en Indochine, une sûreté d'exécution remarquable. L'armée d'Afrique a eu pendant un demi-siècle, une réputation mondiale ; elle était le type des belles créations que, dans une période dangereuse comme la nôtre, il fallait à tout prix faire vivre.

Le résultat des « expériences » coloniales de nos politiciens ne nous ont valu que le mépris d'indigènes qui respectaient notre force et se sont retournés contre nous, afin de n'être pas assassinés comme de vulgaires collaborateurs. Il se traduit, en outre, par la dislocation de l'armée française d'Afrique, et la création d'armées « royales » et beylicales, qui ressemblent plus à des bandes armées qu'à des troupes régulières, mais que nous aurons contre nous si la pénétration soviétique de l'Afrique par l'intermédiaire du nationalisme arabe cause des troubles graves du Fezzan à Agadir.

Les politiciens américains ont imaginé de sceller en Orient des pactes de défense anti-communiste à l'exemple de l'O.T.A.N., de l'A.N.Z.U.S. (Australie-Nouvelle-Zélande) et de l'organisme de défense du Grand Nord avec le Canada. Ils n'ont pas réfléchi que ce qui est possible (bien que souvent insuffisant), avec des peuples de race blanche, entraînés par au moins deux guerres mondiales, à avoir des armées régulières, était absolument chimérique avec des orientaux, sans esprit militaire et bien décidés à jouer leur jeu entre les Occidentaux et les Russes, pour faire leur place au soleil.

Comme le monde serait plus stable si le Pt Sockarno n'était qu'un haut fonctionnaire, désireux de plaire aux hollandais, si l'armée d'Indonésie était encadrée par des officiers et sous-officiers hollandais, si les Anglais avaient gardé le long du canal de Suez, les moyens de déjouer les intrigues soviétiques au Caire, et d'y rétablir l'ordre ; si, enfin, l'armée française d'Afrique avait été libre de maintenir l'ordre en temps opportun et si nous n'avions pas laissé massacrer sous nos yeux, nos amis de longue date, les recruteurs de nos régiments de tirailleurs, sous prétexte de nous gagner les faveurs de nos ennemis.

Certes, les Américains n'ont pas toutes les responsabilités en Afrique du nord, mais leur insistance a pesé sur le choix de politiciens sans scrupules qui ont pensé que leurs carrières personnelles trouveraient un avantage substantiel à l'abandon de nos positions.

Victimes d'une idéologie mortelle, idéologie d'origine maçonnique, nous l'avons démontré l'année dernière, les Américains ont démantelé les bastions de leurs alliés. Alors que leur intérêt bien compris leur commandait de défendre ces derniers contre leur propre faiblesse et de contribuer à la fortification de positions dans l'ensemble assez solides, ils ont prêté leur appui aux forces de désagrégation de sorte que le jour où les soviets seront entrés comme le Cheval de Troie, en Afrique du nord, ils auront contribué à la perte d'une région indispensable pour la défense du monde.

Le plus grave est qu'ils ne s'en rendent pas compte : ils croient que leur Département d'Etat est encore trop pénétré par un « réalisme » qui leur paraît morbide et que moins que jamais, il ne faut abandonner les principes qui ont assuré leur indépendance en 1783.

A cet égard, rien de plus significatif que l'article écrit dans **American Mercury** (décembre 1956), par le sénateur Styles Bridges, du New-Hampshire, sous le titre **The Moral Crisis in Our Foreign Policy.**

Le sénateur Bridges n'est pas suspect d'arrière-pensée. C'est un homme respectable et la revue dans laquelle il écrit est de celles que nous aimons à lire. Elle a soulevé des quantités de problèmes que les gens en place auraient voulu étouffer, et cloué au pilori des personnages dont notre grande presse fait des demi-dieux. Mais qui se ressemble s'assemble, et l'on a les demi-dieux que l'on mérite.

Le sénateur Bridges n'envisage pas une minute l'aspect réaliste des problèmes de politique étrangère ; il n'est préoccupé que de morale.

Il reconnaît bien que « l'objet de notre politique étrangère est de promouvoir et de protéger les véritables intérêts de notre peuple. » Mais c'est afin de mieux pouvoir aborder la question de « l'idéal républicain ». Le gouvernement doit être celui du peuple par le peuple, « car le peuple ne périra pas sur la terre ».

Nous pouvons, ajoute-t-il, **comprendre les souffrances des peuples coloniaux, car nous avons été nous-mêmes un peuple colonial.** (Il y avait cependant des Peaux-rouges, en Amérique du Nord, que sont-ils devenus ? Il en reste des millions au Mexique et au Brésil.)

Avec beaucoup de pertinence, le sénateur fait ensuite allusion à la domination communiste derrière le « rideau de bambou », mail n'en tire pas du tout les conclusions que nous espérions.

Il écrit, en effet, que les Américains sont plongés, comme en 1930, dans un monde de confusion et d'illusions. Sans doute, la modération dans la diplomatie est une nécessité des affaires étrangères. Il faut bien, de temps en temps, clarifier l'atmosphère, mais nous nous sommes égarés, dit-il, loin de la zône des principes moraux. Nous opérons dans des zônes grises sous prétexte de faire triompher le « réalisme politique ».

Certes, l'objectif du sénateur Bridges est le même que le nôtre : il voudrait voir s'effondrer le gouvernement du Kremlin et s'offusque des complaisances souvant coupables, des diplomates américains pour Tito, la Chine communiste désireuse d'entrer à l'O.N.U. et le neutraliste Nehru.

Mais s'il craint qu' « une défaillance nerveuse, un abandon des principes ne provoquent l'effondrement de toute notre structure morale » et ne « nous fassent perdre notre capacité de nous défendre nous-mêmes », qu'il cesse de traiter avec un égal mépris le communisme et le colonialisme.

Les hommes de sa qualité en Amérique doivent enfin se renseigner : le colonialisme n'est pas un mal en soi. Il a apporté aux peuples colonisés d'immenses bienfaits qu'ils sont en train de perdre aujourd'hui.

Le colonialisme n'est peut-être pas le gouvernement « du peuple par le peuple ». Cette forme de gouvernement est une chimère et n'existe nulle part.

Dans tous les pays que les blancs abandonnent, l'anarchie se développe, la production tombe à près de zéro et les indigènes ne bénéficient plus de secours médicaux ou sociaux. C'est le retour à la barbarie. Est-ce moral ?

Certainement pas.

Il faut penser aussi à notre sécurité.

Il n'est pas question de revenir par la force dans les zônes perdues. Mais il reste de vastes étendues de territoires dans lesquels nous pouvons encore manœuvrer.

Qu'au lieu de faire triompher des « principes moraux », les Américains n'y détruisent pas les restes de notre autorité. Cela gênera peut-être quelques grands distributeurs de pétrole et des flibustiers de moindre envergure, mais la sécurité de l'Amérique (pour laquelle de si grandes sommes d'argent sont mobilisées) se trouvera plus assurée.

Les Américains ne sentiront plus cette sourde hostilité des peuples blancs frustrés.

Ils retrouveront, peut-être, sur certaines figures, le regard de reconnaissance que leur générosité financière mérite tout de même.

Georges OLLIVIER.

LE CONGRES DU M. S. I.

Le cinquième congrès du Mouvement Social Italien, qui s'est tenu à Milan du 24 au 27 novembre, s'est ouvert dans le climat de tension et de crise créé par la violente controverse qui opposait publiquement depuis quelques mois Giorgio Almirante, directeur du *Secolo d'Italia.* et Arturo Michelini, secrétaire général du parti.

Almirante, qui est le fondateur du M.S.I. et qui a appartenu pendant plusieurs années à la tendance centriste incarnée par l'habile et conciliant président de Marsanich, est devenu le leader de la gauche dont font partie notre ami le professeur Ernesto Massi, l'ambassadeur Filippo Anfuso et le célèbre commandant de la « Decima Mas », le prince Valerio Borghèse. Quant à Michelini, qui appartient depuis l'origine au centre, où il était encore au congrès de Viareggio l'allié d'Almirante et dont il reste, officiellement, le leader, il s'est rapproché de plus en plus, au cours des semaines qui ont précédé le congrès, des chefs de la droite, Romualdi, de Marzio et Gray. Ce rapprochement, évidemment favorisé par l'offensive menée contre lui par Almirante, est même devenu si étroit que le centre et la droite avaient décidé la veille du congrès d'opposer une liste commune, dirigée par Michelini, à la liste de gauche conduite par Almirante, pour l'élection du nouveau comité central.

Le conflit entre Michelini et Almirante semble donc avoir eu pour premier effet de simplifier la situation intérieure du M.S.I. qui se partage désormais nettement entre une droite et une gauche dont les forces, comme l'a montré le congrès de Milan, sont actuellement à peu près égales et de permettre, selon que l'une ou l'autre l'emportera, une clarification peut-être prochaine de ses positions idéologiques et politiques.

Expliquons-nous rapidement, avant d'en venir au sujet de la controverse qui a précédé le congrès et qui en a dominé, bien qu'à l'arrière plan, les débats, sur l'emploi et la signification de ces termes de droite et de gauche qui étonneront peut-être certains lecteurs, s'agissant d'un mouvement héritier d'un parti qui, par principe, a toujours refusé d'être prisonnier des distinctions classiques de la démocratie parlementaire.

Ce n'est pas, en effet, pour la simple commodité du langage que nous parlons d'une droite et d'une gauche à propos du M.S.I. Ces termes sont d'usage courant non seulement dans la presse et les milieux politiques italiens pour désigner les deux tendances qui se partagent le M.S.I., mais encore à l'intérieur même du mouvement parmi les représentants qualifiés de ces tendances. Quant à leur signification, on peut dire, en simplifiant peut-être un peu les choses, mais l'essentiel y est, que la droite du M.S.I. est avant tout nationaliste et que, sur le plan économique et social, elle ne veut pas aller plus loin que le corporatisme fasciste des années 20 à 40. Elle s'affirme antimarxiste et à ce titre hostile à toute politique socialiste. Elle est en somme l'héritière du fascisme « classique », c'est-à-dire du fascisme du « Ventennio ».

La gauche, au contraire, est l'héritière du néo-fascime de la République sociale italienne, c'est-à-dire du fascisme révolutionnaire. Elle est plus socialiste que nationaliste et, fidèle à l'idée corporatiste, elle estime que la socialisation de la gestion de l'économie qui est le point essentiel du manifeste de Vérone, dont elle se réclame, est la conséquence logique de cette idée.

Les deux tendances du M.S.I. ainsi schématiquement définies, on comprend mieux l'ampleur des répercussion qu'a eues presque immédiatement au sein du parti la controverse entre Almirante et Michelini. Le sujet de cette controverse, qui mettait en cause l'orientation générale du mouvement et son rôle dans la politique italienne, était le projet, lancé et défendu par la presse conservatrice, à l'instigation prétend-on de la confédération patronale italienne, la *Confindustria,* sous l'étiquette de *Grande Droite,* projet à la réalisation duquel on prêtait à Michelini l'intention d'associer le M.S.I.

Il s'agissait essentiellement de regrouper au sein d'une même coalition et pour faire face, affirmait-on, au double danger présenté par la réunification socialiste, celui du renforcement du front populaire et celui de « l'ouverture à gauche » de la démocratie chrétienne, tous les partis considérés comme de droite, c'est-à-dire le M.S.I. qui, disait-on dans le *Giornale d'Italia,* ne resterait pas éternellement fidèle au manifeste de Vérone, les deux partis monarchistes et le parti libéral, parti alors centriste, récemment rejeté à droite par la scission provoquée par les éléments de gauche qui ont fondé le petit parti radical.

A première vue on pouvait envisager la *grande droite* comme un élargissement vers le centre et un renforcement de l'alliance

du M.S.I. avec le P.N.M. et estimer que le M.S.I. étant le plus nombreux et le plus dynamique des partis du nouveau cartel des droites il en prendrait la tête. La *grande droite* permettrait ainsi au M.S.I. de jouer un rôle plus actif et plus efficace que par le passé dans la politique italienne. Tel est bien le jour sous lequel on peut croire que Michelini, qui s'est toutefois très vivement défendu d'avoir une responsabilité quelconque dans le projet, et la droite du M.S.I. l'auraient vraisemblablement soutenu au congrès de Milan si l'hostilité violente qu'il suscita dans la gauche à la suite de sa dénonciation publique par Almirante n'avait créé un danger de scission qui les obligea à y renoncer.

Le souci de Michelini, maintes fois affirmé, est d'éviter l'isolement et la neutralisation du M.S.I. et la création d'une « droite de complaisance » faisant une opposition de façade à la démocratie chrétienne et en réalité secrètement alliée avec cette dernière. En d'autres termes, il veut éviter une entente des monarchistes de Covelli et de Lauro avec l'aile droite de la D.C. C'est ce souci, dont on ne peut nier qu'il parte d'un point de vue réaliste, qui explique l'alliance avec le P.N.M. dont Michelini prétend, mais cela paraît plus douteux, qu'elle a permis d'éviter l'ouverture à gauche de la D.C.

On voit que le point de vue de Michelini est un point de vue tactique qui s'embarrasse peu de considérations doctrinales. Il est permis pourtant de se demander si la *grande droite* pouvait être envisagée par le M.S.I. de ce seul point de vue et si elle ne risquait pas de mettre en cause ses raisons d'être. Placée sous le signe de la restauration du sens et de la dignité de l'Etat, du respect des deniers publics et du sens de l'épargne, de l'hostilité aux aventures « démagogiques » et du combat contre le marxisme, slogans classiques des conservateurs, elle avait sans doute de quoi plaire à ces éléments de la droite du M.S.I. qui confondent dans une même réprobation le « socialisme chrétien » de Giorgio La Pira et le socialisme marxiste et vont jusqu'à qualifier le régime italien actuel de « catholico-marxiste ». Il ne paraît pas douteux, cependant, que sous peine d'être inviable la *grande droite* impliquait la renonciation du M.S.I. à ce que les libéraux, monarchistes ou républicains, avec lesquels il aurait été associé considèrent comme la démagogie gauchiste des confusionnistes de la République sociale italienne. « La *Grande droite sera libérale ou ne sera pas* », disait Malagode, secrétaire général du parti libéral. Le M.S.I. devrait donc rejeter définitivement les principes définis par le manifeste de

Vérone et précipiter son évolution interne vers une extrême-droite classique.

C'est ce que ne voulaient naturellement pas accepter les hommes de la gauche déjà hostiles au maintien de l'alliance avec les monarchistes et pour lesquels la mission naturelle du M.S.I. est non seulement de rester fidèle au fascisme du « Ventennio » mais de faire triompher la doctrine économique et sociale hardie de la République sociale italienne. Si, comme l'écrivait Almirante, ils acceptent que, selon la définition du président de Marsanich, le M.S.I. soit une « droite nationale » par opposition à cette droite (monarchiste) qui a accepté d'un cœur léger les conséquences d'une défaite due à sa trahison, et une « gauche sociale », ils le définiraient plus volontiers comme une « gauche nationale ».

Ils ne pouvaient donc pas ne pas prendre position énergiquement contre l'entrée du M. S. I. dans la *Grande droite.* C'est ce que fit Almirante dès le début de l'automne en engageant dans le *Secolo d'Italia* une vive polémique avec Michelini et la droite. En manifestant publiquement, deux mois avant le 5ᵉ congrès du parti, son opposition à la politique du secrétaire général, l'intention avouée d'Almirante était de créer au sein du parti une opposition suffisamment forte pour l'obliger à y renoncer ; mais il laissait également entendre que si la direction du parti passait outre à l'opposition de la gauche, elle prendrait le risque d'une scission. Attaqués de front, le centre et la droite du parti réagirent vivement, mais Michelini eut la sagesse de ne pas céder aux pressions des leaders de la droite qui réclamaient la convocation d'Almirante devant la commission de discipline du parti, l'accusant d'avoir entrepris une campagne d'inspiration démo-chrétienne destinée à briser l'unité du mouvement. Il répondit au contraire avec une assez grande modération dans l'hebdomadaire *Il Nazionale* aux critiques acerbes dont il était l'objet et, pour disposer avant le congrès d'une tribune suffisante pour défendre les positions de la direction du parti, hâta la sortie, annoncée depuis quelque temps déjà. du quotidien officiel du M.S.I., le *Popolo Italiano.*

C'est donc, comme nous le disions au début de cet article, dans une atmosphère assez lourde que s'ouvrit le congrès de Milan. Les débats en ont été passionnés et même parfois tumultueux. Nous y voyons un signe de la vitalité du M.S.I. dont l'influence sur la jeunesse reste très grande.

Grâce à son habileté et à sa modération, Michelini, derrière lequel s'était groupée toute la droite, a su éviter, en renonçant

à défendre la *Grande droite*, la scission de son parti, et il a été réélu secrétaire général. La liste de coalition que le centre et la droite présentaient pour la réélection du comité central l'a emporté d'extrême justesse par 315 voix contre 308 à la liste de gauche conduite par Almirante mais, grâce à la prime attribuée à la liste majoritaire, elle occupera 60 des 99 sièges du comité central.

La gauche, cependant, a remporté un succès important en faisant adopter 22 des 23 amendements qu'elle opposait à la motion proposée par le secrétariat général, retirant au dernier moment le 23[e] qui réclamait la rupture avec les monarchistes, ce qui permit à la dite motion d'être votée à l'unanimité. Il faut aussi noter qu'elle a fait triompher le programme économique et social dont notre ami le professeur Ernesto Massi et les militants du groupe « Nazione Sociale » sont depuis plusieurs années les intelligents et tenaces défenseurs.

Jacques MAYENNE,

CHRONIQUE DU MOIS

Les restrictions mentales de M. Pinay

M. Duchet est satisfait, très satisfait du congrès que les indépendants ont tenu à Versailles le mois dernier. Le vétérinaire beaunois qui levait si joliment le poing en 1936 en compagnie du marchand de vins SFIO Jean Bouhey, son allié du Front populaire, a même déclaré péremptoirement que ce congrès n'était pas comme les autres. Ceux qui osent en douter ne peuvent être qu'animés par d'aigres rancunes, nées d'am bitions électorales insatisfaites ou d'échecs mal digérés comme ce Monsieur Beau de Loménie qui a écrit dans *Combat* des choses si désagéables pour les amis de l'honnête M. Pinay, ou bien ce sont des « fascistes » comme ces jeunes gens qui croyaient sans doute naïvement que ce congrès ne serait pas comme les autres et qui ont eu l'extrême indécence de faire comprendre à M. Pinay que ses restrictions mentales leur déplaisaient autant et même peut être plus que celles de M. Mendès-France.

Il faut dire que ces jeunes gens avaient de quoi s'indigner. L'attitude de M. Pinay refusant d'endosser la responsabilité des conséquences désastreuses et parfaitement inévitables de la politique d'abandon qu'en complet accord avec Edgar Faure il mena l'an dernier à l'égard du Maroc et rejetant même cette responsabilité sur le gouvernement actuel où pourtant M. Savary ne fut jusqu'à ces derniers temps que le digne continuateur de M. July, a été plus lamentable encore qu'odieuse. Elle a donné l'exacte mesure de ce politicien médiocre et dépourvu de caractère que l'on a voulu pendant si longtemps, en particulier dans une certaine presse réactionnaire qui prétend abusivement représenter l'opposition nationale, nous faire prendre pour un homme d'Etat.

Pour malhonnêtes et déplaisantes qu'elles fussent on eût à la rigueur, admis les restrictions mentales de M. Pinay si on avait pu les croire motivées par la nécessité de faire accepter progressivement à une opinion de droite dont il convenait de ménager les susceptibilités patriotiques et de ne pas troubler trop vivement la bonne conscience « nationale », la politique très libérale dont on disait qu'il était partisan pour toute l'Afrique du Nord et dont on était fondé à penser qu'il accep-

tait l'aboutissement logique, c'est-à-dire la création de cette fédération nord-africaine indépendante, noyau d'un futur « commonwealth » franco-africain que Bourguiba déclarait récemment souhaiter.

Une telle politique peut être discutée et combattue, *mais elle est défendable*. Sans doute, comme nous l'écrivions il y a deux mois, elle nous blesse profondément dans notre orgueil national, parce qu'elle est l'aveu de notre décadence ; on peut aussi objecter, et l'objection est grave et ne peut être écartée, qu'elle comporte, dans l'état de faiblesse où nous a mis le régime, d'énormes risques et en premier lieu pour nos compatriotes d'Afrique du Nord, parce qu'elle n'est autre qu'un pari qui a beaucoup de chances d'être perdu, sur l'intelligence, l'autorité et la loyauté des chefs du Maghreb et surtout sur leur volonté d'établir librement avec notre pays une association qui maintiendrait notre influence politique et sauvegarderait (nous pensons au Sahara) des intérêts économiques essentiels pour notre avenir métropolitain. Mais elle a le mérite indéniable d'être cohérente et de voir plus loin que l'immédiat.

Nous eussions compris que M. Pinay la défendit, fût-ce avec des restrictions mentales. Mais, comme le congrès de Versailles l'a montré, M. Pinay n'avait pas de politique nord-africaine ; il n'avait même pas l'idée d'une telle politique ; ses attitudes et ses décisions lui ont été imposées par les événements et aussi dépourvu d'imagination que de volonté, il n'a pas vu plus loin qu'elles.

Ceci dit, le congrès des indépendants ne nous parait pas mériter de longs commentaires et nous ne nous attarderons pas à discuter si comme M. Duchet s'est efforcé de nous en persuader, avec des arguments d'ailleurs peu convaincants, ce congrès n'était vraiment pas comme les autres. Il nous importe peu à nous, qui avons toujours considéré la disparition du régime comme la condition absolue non seulement de la renaissance mais de la survie de la nation, que les travaux de ce congrès aient abouti à des propositions concrètes et constructives concernant la réforme constitutionnelle, l'organisation de la majorité et de l'opposition, la structure gouvernementale et la collaboration des forces économiques et syndicales au fonctionnement des institutions. Ce sont là, comme on dit, que cautères sur une jambe de bois et ce ne sont pas ces « remèdes » cent fois proposés qui feront disparaître les vices rédhibitoires du régime parlementaire français en grande partie dus à l'émiettement des partis qui n'est lui-même qu'une con-

séquence de l'extrême division des opinions. Pour organiser la majorité, encore faudrait-il qu'elle puisse se dégager et exister durablement et ce n'est pas la permanence du nombre des ministres techniques qui remédiera à l'instabilité gouvernementale. Quant à la collaboration des forces « économiques » comme dit pudiquement M. Duchet pour désigner les grands intérêts qui tirent les ficelles de son parti et de quelques autres, il nous semble que le régime actuel lui permet de s'exercer assez efficacement.

Nous ne voyons, dans tout ceci, rien de bien nouveau pas plus que dans le refus maintes fois affiché, des modérés d'être classés à droite qui s'est traduit par le slogan d'ailleurs absurde « Ni à droite, ni à gauche, en avant » où s'est une fois de plus, exprimé le complexe d'infériorité des modérés en face de la gauche.

Le poujadisme à l'heure du choix

Le deuxième slogan choisi par les organisateurs du congrès des indépendants : « liberté, autorité, nation », l'anti-communisme virulent qui s'y est exprimé et certains passages du discours de M. Duchet ont révélé leur désir de regagner les faveurs de ceux des nationalistes français dont les suffrages avaient contribué au succès du Mouvement Poujade.

Les déceptions provoquées chez beaucoup d'entre eux par les tergiversations, les fausses manœuvres et les initiatives malheureuses de Poujade ainsi que par le bilan assez pauvre, il faut en convenir, de son action dans le domaine de la lutte contre le régime où ils avaient mis beaucoup d'espoirs en lui, pourraient favoriser ce dessein s'il n'était à peu près certain qu'au cas où ils seraient définitivement déçus ces hommes se réfugieront désormais dans l'abstention.

Nous ne reprochons pas à Poujade, qu'on nous entende bien, d'avoir annulé son rendez-vous d'octobre et Jean Lesieur a très clairement exposé dans cette revue les raisons pour lesquelles nous pensions que cette initiative était dangereuse. Mais nous regrettons qu'il n'ait pas réfléchi davantage avant d'en lancer l'idée ; il aurait ainsi évité ce que l'opinion publique ne peut pas considérer autrement que comme une reculade et un échec.

Nous souhaitons que Poujade montre rapidement qu'il n'est pas seulement, comme l'écrivait récemment Paul Sérant, un excellent agitateur et qu'il ne tarde pas davantage à sortir de l'ambiguité et de l'imprécision dans lesquelles s'est développée jusqu'ici son action. Il faut faire la part, en cette circonstance de l'hostilité de la presse du régime qui fait le silence systématiquement sur l'action du mouvement Poujade, et aussi du manque de moyens matériels qui a empêché celui-ci de soutenir ses positions récentes par de vastes campagnes dans le pays.

Ne nous pressons pas de conclure que le Mouvement Poujade se ralentit ou qu'il se complait dans des positions imprécises. Mais souhaitons que dans les mois qui viennent, ses moyens lui permettent de fixer les positions du poujadisme devant le pays et de définir les principes de son action et l'élaboration d'un programme qui en fixe de manière claire et précise les objectifs.

L'offensive Mayer-Mendès contre Guy Mollet

Comme nous nous y attendions le mois dernier l'offensive mendésiste contre Guy Mollet s'est développée de plus en plus ouvertement au cours de ces dernières semaines. Apparemment dirigée contre la politique algérienne de M. Lacoste, elle vise en réalité, comme nous l'écrivons, à obtenir la démission de Guy Mollet et son élimination de la direction du parti socialiste. Pour y parvenir elle élargit l'opposition à la politique du ministre-résidant à l'intérieur du gouvernement et elle essaie de mettre Guy Mollet en minorité dans son parti.

Le fait est que le malaise s'alourdit au gouvernement ou, depuis la démission de M. Savary, M. Defferre a rallié à son opposition à M. Lacoste MM. Mitterand, Jean Masson et Gazier, l'attitude de M. Maurice Faure successeur de M. Savary étant assez fluctuante (l'incohérence de notre politique nord-africaicaine a abouti à faire du ministre des affaires tunisiennes et marocaines, quelle que soit sa personnalité, le fait mérite d'être souligné, l'avocat des gouvernements de Rabat et de Tunis et d'une politique de démission en Algérie).

Il se manifeste également à l'intérieur du parti socialiste depuis la lettre ouverte adressée par des membres de la fédéra-

tion de la Seine à M. Pierre Commin et la publication du manifeste de M. André Philipp. On pourrait ne pas prendre du tout au sérieux ces deux initiatives étant donné l'influence très limitée de leurs auteurs si l'on ne savait que ces derniers sont habilement manœuvrés par Daniel Mayer dont l'hostilité féroce à Guy Mollet n'a d'égale que sa dévotion pour Mendès. En outre, l'offensive Mayer-Mendès gagne le terrain parlementaire, le manifeste de M. Philip qui critique vivement la politique du gouvernement en Algérie, son intervention en Egypte et sa politique financière ayant été contre-signé par dix-sept députés SFIO parmi lesquels on trouve avec Daniel Mayer, MM. Jules Moch, Depreux et Savary ainsi que le président du groupe parlementaire M. Robert Verdier.

La situation de Guy Mollet à l'intérieur de son parti ne semble pourtant pas sérieusement menacée pour le moment et le récent conseil national de la S.F.I.O. a montré que l'initiative de M. André Philipp avait rencontré peu d'échos parmi les militants. C'est un échec incontestable pour Daniel Mayer dont Mendès semble bien avoir surestimé l'influence et le « souffle ».

Il ne semble d'ailleurs pas que Mendès cherche à succéder à Guy Mollet, car il sait bien que le rapport des forces ne lui est pas actuellement favorable ; n'oublions pas que sensiblement affaiblie par la scission qui a suivi le congrès de Lyon sa position est précaire au sein du groupe radical « orthodoxe » où quinze députés seulement l'ont suivi dans son hostilité au gouvernement lors du vote qui a précédé l'intervention en Egypte.

Ce qu'il cherchera probablement s'il parvient à se débarrasser du cabinet socialiste qu'il lui est difficile en tant qu'homme « de gauche » d'attaquer de front et qui a contraint pendant des mois la Cassandre qu'il se flatte d'être à ne plus s'exprimer que par l'isolement maussade, la réticence et la prétérition pour reprendre l'excellente formule de l'éditorialiste de *La Nef*, c'est à favoriser la formation d'un gouvernement de droite ou du centre. Il espère que ce gouvernement dont on dit qu'il verrait volontiers la direction confiée à l'un des trois P (Pinay, Pflimlin ou Pleven), laissera pourrir la situation algérienne et que, comme après Dien Bien Phu, on sera forcé de recourir à l'homme de la négociation et de la paix.

Quant à son projet de cartel des gauches l'affaiblissement et les divisions de son parti comme la faiblesse de la minorité socialiste en retarderont sans doute pendant longtemps encore la réalisation.

La République Algérienne filleule de l'Amérique

La situation n'a pas sensiblement évolué en Afrique du Nord depuis deux mois. Elle est faite d'éléments si contradictoires les uns favorables, les autres non, qu'il n'est pas facile d'en donner une interprétation correcte et de prévoir dans quelle direction elle se développera.

La saisie de l' « Athos » et la capture d'une partie de l'Etat-Major du F.L.N. semblent avoir provoqué un certain desarroi dans « l'armée de libération nationale » qui donne des signes de fatigue assez apparents sous l'effet de la lente asphyxie à laquelle la condamnerait la méthode du « quadrillage » si l'effort actuel était poursuivi. On doit aussi signaler l'échec psychologique que constitue pour elle le fait que les jeunes musulmans convoqués à l'automne devant les conseils de révision s'y soient présentés en grand nombre. C'est un signe qu'il faut retenir de l'affaiblissement de son autorité et de son prestige.

Enfin on n'a pas été sans remarquer la modération surprenante, après les gestes de colère et les désordres sanglants qui ont suivi l'arrestation de Ben Bella, des réactions tunisiennes et marocaines devant les événements d'Egypte. La volonté témoignée par le gouvernement de Rabat, en châtiant sévèrement les auteurs des atroces massacres de Meknès, de ne pas se laisser déborder par les extrémistes et sa décision de renouer, en même temps que celui de Tunis, les relations diplomatiques avec la France, dictées c'est certain, par d'impérieuses nécessités financières et le souci d'éviter une crise économique catastrophique, montrent que nous avons encore, à condition de savoir nous en servir avec habileté, un certain nombre de cartes en main.

En revanche, l'Algérie continue à vivre dans la peur. La persistance du terrorisme individuel contre lequel notre effort militaire ne peut rien y entretient toujours un climat d'insécurité générale. L'atmosphère et le visage de la plupart des villes sont ceux de villes assiégées. La vie économique est en partie paralysée.

La population française vit dans l'attente résignée du « dernier quart d'heure » annonce par M. Lacoste depuis six mois, dont, malgré l'optimisme entêté du ministre-résidant elle n'attend rien d'heureux pour elle.

Elle n'a pas réagi au transfert dans la métropole de Ben Bella et de ses amis mais elle s'étonne et s'inquiète, non sans raison, du silence observé par le gouvernement sur le contenu des documents saisis sur les rebelles et sur le résultat de leurs interrogatoires.

Elle redoute, en s'y résignant dans sa majorité, que les chefs du F.L.N., auxquels on vient d'accorder le régime politique après les avoir considérés comme criminels de droit commun, ne s'imposent rapidement, sous la pression de faits dont elle discerne inégalement la nature et la portée, comme les seuls négociateurs avec lesquels et malgré leur défaite, le régime sera finalement contraint de traiter dans les plus mauvaises conditions possibles.

L'impossibilité dans laquelle se trouve le régime de négocier un règlement du problème algérien sur la base du maintien, *sous quelque forme que ce soit*, de la souveraineté française et de la reconnaissance par la majorité arabo-berbère de droits politiques *exceptionnels* à la minorité européenne, seuls garants de son avenir, est désormais un fait acquis.

Alors que le gouvernement avait annoncé son intention de ne procéder à des élections qu'une fois rendu public le statut préalablement discuté avec les « éléments représentatifs » de la population musulmane, il ne voit d'autre issue à l'impasse dans laquelle il se trouve que dans ces élections dont il annonce la prochaine possibilité et qui lui fourniront à coup sûr des interlocuteurs avec lesquels le sort de l'Algérie sera rapidement réglé.

Le vide politique actuel sera ainsi occupé mais il est à peu près certain que de telles élections faites sous la pression du terrorisme, falsifiées par le chantage, l'assassinat et la peur, ne donneront nullement une image exacte des sentiments de la population musulmane et, par conséquent, qu'on peut contester dès maintenant leur valeur représentative, c'est-à-dire leur utilité.

Les Français d'Algérie ont plus ou moins clairement conscience de cette donnée du problème dont ils sont pour nous l'enjeu principal, mais ils aperçoivent moins bien l'autre donnée, que constitue l'internationalisation de la « question algérienne ». La participation de plus en plus active du parti communiste algérien à la rebellion qui montre la volonté de l'Union Soviétique de peser sur le règlement de la « question algérienne » en faisant contre-poids aux influences américaines jusqu'alors occultes qui s'exercent sur le F.L.N. est un signe

certain de cette internationalisation qui constitue pour la souveraineté française le danger mortel auquel il y a peu de chances qu'elle échappe.

L'intervention des Etats-Unis dans le conflit algérien, sous de multiples formes, est un fait maintenant bien établi. On sait que la « *Standard Oil* » mène des négociations avec Fehrat Abbas à propos des pétroles du Sud algérien et qu'après l'arrestation de Ben Bella M. Douglas Dillon a prié M. Vincent Auriol d'user de son influence sur M. Guy Mollet pour éviter que soient rendus publics les documents prouvant les collusions américaines avec le F.L.N.

Si nous perdons l'Algérie, autant qu'à la faiblesse du régime nous le devrons, n'en déplaise à ceux qui ne veulent pas sortir sans leur « bonne » et à qui cette « bonne » plaît, à l'alliance atlantique à l'intérieur de laquelle nous sommes de plus en plus asservis aux desseins de la politique impérialiste des Etats-Unis et réduits à l'impuissance contre leur politique arabe qui est prête, comme en Egypte, au nom de l'anti-communisme et de la « défense du monde libre », à sacrifier, pour en hériter ultérieurement, notre influence et nos intérêts.

Est-il trop tard pour échapper à cette conséquence prévue pourtant par ceux qui, comme nous, ont dénoncé dès l'origine les arrière-pensées rooseveltiennes des promoteurs américains du Pacte de l'Atlantique ? Nous le craignons, hélas !

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

La première de la presse française, « D.O. », sous la plume de Pierre Navarre, dévoilà le racket du syndicalisme américain illustré par l'attentat contre Riesel. Elle dénonça le faux visage du syndicalisme américain plaisamment présenté par Raymond Cartier dans « Paris-Match » comme la panacée universelle. Notre article a ouvert des yeux. Aujourd'hui, on (et « Paris-Match » en particulier mais cette fois sous la signature de Pierre Joffroy) revient sur la question en dénonçant le gangstérisme du syndicalisme américain et ses infâmes besognes. On n'ose pas encore évoquer ses ramifications avec la C.I.S.L. en Afrique du Nord. Ça viendra... lorsqu'il sera trop tard. Ainsi l'on mesure mieux le côté néfaste de la « grande information » offerte au public français.

⁂

Tendance de la presse : Une statistique comparative 1955-1956 fait apparaître une progression de près de 500.000 exemplaires pour l'ensemble des tirages des 13 quotidiens parisiens. Seule **« L'information »** est en recul, **« L'Aurore »** se maintient, tous les autres accusent des augmentations de lecteurs. La progression la plus impressionnante (200.000 ex.) est celle de **« France-Soir »** qui totalise plus d'1.300.000 exemplaires quotidiens (influence des concours richement dotés). En 1956, la presse quotidienne parisienne a totalisé (en chiffres ronds) 4.500.000 numéros par jour contre 4.000.000 en 1955. Aux premières constatations cette avance est dûe à une pénétration plus dense des journaux parisiens en province où la presse est, malheureusement un peu en retard et rarement intéressante. Dans la presse périodique, notons le progrès de **« Match »** qui dépasse 1.700.000 exemplaires par semaine. Malgré ça, la presse a de moins en moins d'influence sur l'opinion publique. Témoins : **« L'Humanité »** qui ne tire qu'à 200.000 et qui réunit presque 25 % des suffrages aux élections.

⁂

Dans un précédent numéro nous avons fait allusion à une congrégation religieuse qui, quelques jours avant la nationalisation de Suez, liquida son gros paquet de titres au prix fort (titres rachetés, rappelons-le, par le gouvernement soviétique). « Rivarol » nous a appris qu'il s'agissait de la Compagnie de Jésus. Illustration de la puissance des renseignements des Jésuites qui battirent tous les services secrets occidentaux. On comprend que Moscou considère le Vatican comme l'ennemi n° 1.

⁂

Les experts en démographie jettent des cris d'alarme. En l'an 2.000, le monde aura 3 milliards d'habitants et la terre ne pourra plus les nourrir ! Quelle blague ! En France, malthusianisme agricole. Aux Etats-Unis, pour remédier à la surproduction, 1.200.000 hectares retourneront à la friche cette année .L'Argentine a trop de blé et trop de viande. Les 2/3 de la population mondiale sont, paraît-il, sous-alimentés et M. Guy Mollet veut aller à leur secours ! Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le monde. C'est peut-être la faillite d'un système d'économie capitaliste qui vend plus cher un kilog d'acier (**accessoire** pour la vie humaine), qu'un kilog de blé (**vital**). En attendant, faute de pouvoir nourrir la population, l'avortement est devenu légal au Japon. C'est certainement l'U.R.S.S. qui a raison en faisant défricher 10 millions d'hectares de terres vierges. La politique des ventres s'est toujours révélée meilleure que celle des réfrigérateurs.

***

Nous avons signalé les compétitions d'hommes d'affaires autour des ports marocains. Le groupe Onassis-Krupp s'occuperait activement d'Algésiras. L'attaque se développe contre Casablanca, Tanger et... Gibraltar.

L'exode des Juifs tangérois est tel que les richissimes banquiers Hassan et Pariente créent des succursales bancaires en Suisse et en Amérique du Sud. Le Vénézuéla et les U.S.A. ont la préférence des émigrés aisés ; les autres vont vers Israël.

***

Le Maroc et la Tunisie subissent des hémorragies de capitaux qui manqueront au circuit intérieur, capitaux qui n'appartiennent pas qu'aux Européens comme on l'a écrit ; les musulmans ont perdu aussi confiance. On estime à plus de 100 milliards les capitaux « évadés » de Tunisie, et à environ 250 milliards l'argent qui a fui le Maroc via Tanger. L' « ordre français », si imparfait fut-il, était quand même une garantie de stabilité, donc de prospérité.

***

Philippe Schreiber venait du Libéria via Conakry (Guinée) et se dirigeait vers Bruxelles via Lisbonne. Vendu par X..., la douane d'A.O.F. explora les doubles fonds des valises et y découvrit six sachets contenant pour 85 millions de francs C.F.A. (170 de francs français) de diamants bruts que Schreiber « transitait ». Un avocat se dérangea spécialement d'Anvers à Dakar pour défendre l'inculpé. Philippe Schreiber est un Israélite d'origine autrichienne, âgé de 31 ans. Simple épisode de la lutte occulte du diamant qui ne veut pas subir le contrôle (ou se laisser contingenter) de la puissance mondiale diamantaire d'Afrique du Sud sous la coupe des Hoppenheimer.

On sait peu que, pour maintenir le haut cours du carat, les diamants bruts sont achetés et emmagasinés et par un syndicat seulement lâchés sur le marché suivant les demandes et les besoins. Un marché libre du diamant provoquerait un avilissement des prix d'au moins 50 %. Le trust du diamant est en grande partie entre les mains israélites

***

Beaucoup de bruit sur la reddition du chef rebelle de l'Aurès : Adjoul-Adjoul, que l'on donna comme un résultat de la « pacification ». En réalité, le rebelle s'est rendu aux troupes françaises après une tentative d'assassinat d'un rebelle concurrent, Aïssi Messaoud. Une balle de Colt, tirée lorsqu'il dormait les mains sous la tête, lui déchiqueta deux doigts et l'oreille gauche. La preuve ? Ce sont les chirurgiens militaires français qui l'amputèrent du médius et de l'index gauche. Nuance !

***

Il y a 6 mois, le chef du gouvernement français annonça que la France ne ratifierait pas le traité franco-libyen. En novembre dernier, le même demanda la ratification dudit traité avec procédure d'urgence ! Incohérence ? Non, courte vue. La presse française a été très discrète sur la découverte du gisement de pétrole de Hassi Messaoud, au sud d'Ouargla : 1 milliard de tonnes de pétrole, 50 ans de consommation française assurée... si nous restons en Afrique du Nord. D'où la nécessité de mettre fin aux litiges avec la Libye au sujet du Fezzan.

Etudes

UNE PENSÉE « MONDIALISTE »

La revue « Réalités » publie, dans son numéro de Noël, un grand article auquel elle entend donner quelque retentissement. Il est intitulé **« Les objectifs de la France pour les 50 années qui viennent »** et présenté comme l'œuvre d'une haute personnalité désirant garder l'anonymat. En fait, cette haute « personnalité » n'est qu'une personne qui touche de très près à la rédaction habituelle de la Revue. Ce n'est pas là que réside l'intérêt de cet article mais dans la tentative qui y est faite, tentative assez rare, de s'élever au-dessus de la conjoncture étroite et de dresser un plan d'ensemble dans un domaine qu'on abandonne habituellement à l'inspiration du moment, à l'habitude, au fait accompli ou au caprice.

« Je vais tenter de faire ici ce que chacun des ministres des Affaires étrangères qui se sont succédé au pouvoir aurait dû faire, mais ce qu'aucun n'a fait : décrire les grandes lignes de ce que doit être la politique de la France dans la seconde moitié du XXe siècle ».

***

Les articulations de la pensée de l'auteur sont celles-ci : la France est maintenant trop petite pour avoir une politique intérieure — le but essentiel d'un Etat moderne est de mettre ses ressortissants en situation de se livrer à la poursuite du bonheur — une grande nation ne peut plus recourir à la force parce que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'efforcent par tous les moyens d'empêcher le déclenchement d'un conflit — il faut faire l'Europe, continent jeune — il faut nous occuper de l'Union Française, mais sans nous trouver dans la position stupide de nous faire haïr et de défendre par l'argent et le sang des positions qui, pour nous, sont accessoires mais qui, pour les populations qui nous insultent, sont vitales — il ne faut plus laisser subsister de trop grands écarts entre nations riches et nations pauvres — il ne faut manifester aucun complexe d'infériorité en face du monde communiste, celui-ci se trouve actuellement sur la défensive et la France doit participer aux « forces réelles » du monde où nous vivons.

C'est là un excellent programme et nous avons envie d'être pleinement d'accord avec lui : réalisme, Europe, vocation africaine de l'Europe. Ce qui nous ennuie, c'est le ton sur lequel tout cela est présenté. Disons-le, c'est le ton mondialiste. De quoi

est-il fait ? De divers ingrédients : de hauteur d'abord — c'est de l'évolution à l'échelle des siècles dont nous parlons, — de mépris — tant pis pour ceux qui ne veulent pas comprendre, — de fatalisme — qu'on le veuille ou non, les événements vont dans ce sens, — d'anonymat enfin — l'évolution ne concerne personne en particulier, c'est la marche du monde qu'il faut respecter si l'on ne veut pas être broyé.

Cette attitude conjugue le déterminisme, sans laisser le plaisir de l'action marxiste, l'allure doctrinaire, sans laisser la liberté d'imaginer la doctrine, la froide logique, sans être à l'abri de profondes contradictions.

***

Il existe deux variétés de cette attitude mondialiste, la démocratique et la technocratique. Elles sont toujours associées car le véritable démocrate a au fond de son cœur une compréhension pour les mythes technocratiques, et le technocrate suppose volontiers admis, une fois pour toutes et afin de se débarrasser de ces questions, les dogmes démocratiques. Ces deux variétés supposent à la fois mépris, indifférence aux caractères particuliers des groupes nationaux en même temps qu'une grande assurance dans les nécessités de l'Histoire.

Un programme comme celui qui nous est présenté ici se veut totalement débarrassé des vues fragmentaires et passionnées que l'on pouvait avoir dans le passé pour ne plus conserver que la ligne dynamique et profilée de l'avenir. Malheureusement, cet avenir a un passé déjà bien ancien. On peut même dire que c'est la vue d'avenir de tous les temps ! Chaque fois qu'un penseur politique s'est élevé si haut, il a toujours aperçu la même image de la planète : union des peuples, richesses, la raison dépassant tous problèmes. « **Qui s'inquiète réellement de connaître la couleur politique du maire, si la ville est prospère, les voies bien tenues, la mendicité absente, l'équipe de football jalousée des autres communes, si les impôts payés trouvent leur juste contrepartie dans les services rendus, si de nouveaux édifices s'élèvent harmonieusement, si les parcs publics sont fleuris, la criminalité nulle, les vieillards assurés de leurs vieux jours ?** ». Le réalisme d'avenir est bien connu. Sans l'allusion au foot-ball, on croirait entendre Guizot : Enrichissez-vous, et les difficultés s'apaiseront. Malheureusement, cela n'a jamais rien résolu. S'il suffisait de balayer les problèmes pour les faire disparaître et marcher de l'avant, on aurait depuis longtemps découvert cette solution. Mais il n'en est rien. A tendre si loin les mains, on ne prend plus rien. Les oppositions passionnelles et doctrinales qui existent à un moment donné sont le fruit de réalités concrètes et ont produit des situations acquises. Dire à partir de celle-ci : enrichissons-nous et admettons les faits, montre une certaine candeur, elle ne peut cependant tromper beaucoup. S'il faut de temps en temps

des hommes de gouvernement qui ne prétendent qu'à une bonne administration, qui laissent apaiser les querelles idéologiques pour redonner du souffle au pays, ceux qui y ont réussi ont toujours été des hommes d'action qui ont appliqué cette méthode sans la faire à son tour dégénérer en doctrine.

⁂

Quoique l'on pense habituellement, le style est extrêmement important en politique. Cela veut dire qu'il ne suffit pas de définir les buts de l'action mais qu'il faut encore définir à partir de quoi l''on veut partir et les jalons que l'on veut rencontrer sur la route. Ce sont les horizons qui comptent. On peut atteindre un objectif et ne plus du tout le reconnaître si on l'a abordé d'un autre côté que celui qu'on avait prévu. Dire Europe, cela ne veut pas dire grand chose, c'est un grand fantôme pâle qui ne prendra de couleurs que de la chair et du sang qu'on lui aura transmis.

C'est le défaut des pensées millénaristes et mondialistes de nous parler d'un bonheur qui ne nous intéresse pas. Leur voix même en devient blanche et sans accent parce qu'elle n'a pas d'interlocuteur.

A qui, en effet, s'adresse un article comme celui que nous étudions ? A ceux qui sont en accord avec les objectifs proposés ? Cela peut leur aider à préciser leur pensée, mais ce sont les moyens qui manquent le plus. Parler en France d'objectifs à cinquante ans de distance est une duperie, puisque aucun homme de gouvernement ne peut les poursuivre plus d'un an. Ils s'accomplissent d'eux-mêmes, dira-t-on. Mais c'est que nous sommes alors étroitement soumis à la nécessité et il ne peut plus s'agir de Politique puisque celle-ci veut dire volonté et moyens d'action. Entend-il, au contraire, convertir les esprits hostiles en leur montrant l'évolution inéluctable ? Mais on ne peut agir sur le complexe subtil d'idées et de sentiments qu'est l'**opinion politique** qu'en la manipulant de l'intérieur, c'est-à-dire en agissant sur ses points sensibles, en lui montrant la route pour l'entraîner sans lui définir un but pour l'assumer.

Un discours sur l'Europe et ses sources d'énergie mises en commun ne modifiera jamais l'attitude de qui que ce soit. Ce qui est important, ce n'est pas de savoir si l'on veut subsister à tout prix, c'est de savoir **comme quoi** l'on veut subsister : et cela est indispensable pour définir les « approches » de l'Europe qui peuvent nous satisfaire.

⁂

Et puis, dans la vie, rien ne se passe comme cela, avec cette assurance. Ecrire **« le stade des luttes intérieures qui mettent en cause la conception même qu'une nation se fait de sa vocation est dépassé par tous les pays qui ont atteint un certain niveau**

de développement économique » c'est présenter comme une évidence historique une idée personnelle éminemment contestable. La France n'était-elle pas le pays le plus riche d'Europe quand éclata la Révolution ? Un accès de facilité à vivre ne provoque-t-il pas parfois aux surenchères de l'esprit ? Est-ce la richesse qui fait l'accord ou l'accord qui fait la richesse ?

Il semble en fait qu'il y ait une énergie vitale des peuples et une cohésion des sociétés qui relèvent de facteurs autrement importants.

« La France est maintenant trop petite pour avoir une politique intérieure » est une phrase flatteuse à l'oreille, mais qui, en réalité, ne signifie rien. C'est aussi bien pour n'avoir pas eu de politique intérieure que la France n'a pu avoir de politique extérieure et achève de devenir petite.

Tout cela a malheureusement une longue histoire qui ne peut nous enseigner, loin des tons superbes et hautains de spécialistes sans spécialité, qu'à tenir fermement les deux bouts de la chaîne : l'avenir que l'on désire et le combat actuel qui le rendra habitable.

Bernard VORGE.

Vues sur New-York

N'étaient-ce les juifs, trop, beaucoup trop nombreux, et les nègres, qui feront périr cette grande métropole blanche, vivre à New-York serait bien agréable. Cette énorme citadelle des affaires et du « big businesse » international a réssi d'une manière heureuse à combiner — du moins à Manhattan, son centre vital — le dynamisme germanique, un certain goût de vivre parisien et français et aussi l'amour des grands horizons qui rappelle les colons européens d'autrefois. On débarque à New-York, porte de l'Amérique, plein de préjugés et de rancunes à l'égard des Etats-Unis, de leur civilisation, de leurs attitudes et de leur « way of life ». Voilà bien, en effet, la ville juive par excellence, avec ses « strictly kosher », ses caractères hébraïques ici et là, sa population rude, vulgaire, crachant sur le pavé, bousculant l'un ou l'autre sans scrupules, ses têtes de ghetto, ses nez crochus et ses expressions de marchand de tapis à la Mendès. Voilà bien, aussi, la ville blanche que ravissent les nègres, non seulement à Harlem, mais maintenant dans les beaux quartiers, et jusqu'à Long-Island, la revanche de la quantité sur la qualité, les hommes descendus des arbres qui commencent à faire la loi où l'Europe brillait, autrefois. Et tous ces métèques, ces tarés, ces faciès de brute ! Pourtant il est impossible de ne pas être conquis par l'atmosphère de cette ville fascinante, qui marche vingt-quatre heures par jour, qui crée tout ce que l'esprit imagine, qui vibre d'enthousiasme, et il est impossible de ne pas être fasciné par son architecture futuriste — après tout, le principal architecte des gratte-ciel était un Américain d'origine helvético-irlandaise — et ses avenues, ses rues droites, se coupant à angle droit mieux que l'Etoile, plus beau encore que Prince's street, à Edimbourg ! Je le dis comme je le pense, personne qui a vu vivre New-York n'est forcé de partager cet avis.

Celui qui a flâné un peu à travers toute l'Europe, Paris, Rome, Londres, Edimbourg, Vienne, Munich, Zurich, Dublin, Bruxelles, Anvers, Genève, et qui, pour la première fois, contemple l'immensité new-yorkaise du haut du cent-deuxième étage

de l'Empire State Building — le plus élevé du globe — ne peut pas ne pas réaliser que la grande métropole est une œuvre européenne car toutes les plus belles villes du monde furent bâties par les fils de la vieille Europe — architectes français, maçons italiens, ouvriers allemand. La Hollande — qui acheta jadis tout Manhattan aux Indiens, pour un morceau de pain — est encore présente à New-York, dans les noms, dans certains quartiers d'allure typiquement néerlandaise, et l'Angleterre, donc, qui laissa sa langue à tous les Etats-Unis ! Peut-être est-ce en raison de ce caractère européen qui prédomine toujours à New-York que l'Amérique en général n'aime pas cette grande ville. Peut-être est-ce aussi pour une autre raison, la raison juive par exemple. Dans « Aller retour New-York », Henry Miller, qu'on accuse de pornographie et qui, d'ailleurs, n'est pas un digne descendant de la finesse européenne, écrit ainsi : « Tout New-York appartient à une bande de youpins qui bousculent tout, arrachent tout, font tout marcher. Au-dessus de soi, jour et nuit, un tintamarre glacé ; autour de soi, des bâtiments tentaculaires qui tous refoulent dans le ciment ; les lumières qui clignotent à rendre fou, rouge on arrête, vert on passe ; des complets dans toutes les vitrines, avec une deuxième paire de pantalons, si on veut — et « sanforisés » par dessus le marché — en admettant que ça veuille dire quelque chose ». Et d'écrire encore : « les intellectuels me donnent des démangeaisons, les artistes, les communistes et les juifs aussi. New-York est un aquarium — peut-être bien que je l'ai déjà dit — où il n'y a que des salamandres géantes, de gluants carrelets aux dents crochues et des requins avec poissons-pilotes en proue et en poupe ».

C'est une vision des choses qui, après tout, est assez juste. Il y a plus de trois millions de juifs à New-York — soit un new-yorkais sur trois — et il est impossible à un Européen de bonne souche de ne pas le ressentir péniblement. Cette construction audacieuse, grandiose, cette ville unique, bâtie par des mains d'ouvriers européens, pour le plus grand profit, semblerait-il, de ces gens-là, et aussi des nègres, qui noircissent lentement la grande métropole ! « Votez pour Fink », « Javitz au Sénat » et autres affiches du même genre couvraient des murs de Broadway aux approches du 6 novembre passé. L'influence juive à New-York, comme dans toutes les cités importantes des Etats-Unis, est déterminante. Pourtant — et interprétez-le comme il vous plaira — lorsque les troupes d'Israël s'élancèrent récemment dans le désert de Sinaï et attaquèrent

l'Egypte, Eisenhower, en dépit de nombreuses pressions, condamna sans ambages l'agression. Influence juive, mais pas nécessairement ou exclusivement politique : sur les mœurs, sur la vie quotidienne. On a quelques solides raisons de penser qu'ils sont derrière l'abrutissement de l'homme par la machine. « Les machines, note encore Henry Miller, sont en train de les rendre cinglés. On ne fait plus rien à la main. Même les portes s'ouvrent par magie : en approchant de la porte, on appuie sur une pédale et la porte s'ouvre d'un bond ». Des statistiques récemment publiées révèlent qu'un citoyen sur dix, aux U.S.A., est « mentalement malade », à un degré ou à un autre...

***

Face à l'East River, à la limite de Manhattan, s'élève un immense cube, l'un des derniers nés des gratte-ciel new-yorkais. C'est le bâtiment de l'O.N.U., à l'extérieur fier, à l'intérieur d'un luxe extrêmement poussé. Il y a un nègre à l'entrée, bien entendu, et l'on se sent bien à New-York lorsqu'on pénètre à l'intérieur, peuplé des habituelles figures de ghetto. Tout cela n'est pourtant pas encore le pire : les vrais, les perfides adversaires de l'Europe à l'O.N.U., ce sont les représentants ilotes du bloc afro-asiatique — du philo-soviétique Krishna Menon au délégué du Yémen dont personne n'a jamais entendu le nom — qui complotent jour après jour et de mois en années, les plus mauvais coups contre notre continent, Je me rends à un bureau de presse, dirigé par un Mexicain : le bonhomme est en train de s'entretenir avec un inconnu d'un rapport sur le « colonialisme », le « colonialisme » européen cela s'entend. C'était au lendemain du massacre de quelque vingt mille hongrois par les blindés de Khrouchtchev et de Joukov et par les hordes mongoles de l'U.R.S.S. dont le représentant siège précisément à l'O.N.U.

L'opinion américaine a violemment critiqué la piteuse incurie, la criminelle lâcheté de l'Organisation dite, par dérision sans doute, des Nations Unies devant le déroulement de l'horrible drame magyar. On pourrait citer à ce sujet des centaines de textes, depuis les commentaires lucides et cinglants du «*New-York World Telegram*» à ceux des revues hebdomadaires, des dizaines de références, depuis le magnifique meeting anticommuniste tenu, début novembre, à Madison Square Garden, à New-York, jusqu'aux manifestations de rues devant l'ambassade rouge et à la porte du bureau de la délégation soviétique de l'O.N.U. La très curieuse attitude de l'administration Eisen-

hower, s'abritant par risque d'une action quelconque en faveur de la Hongrie, derrière le paravent pourri de la stérile Organisation, fut également durement commentée. Et l'autre jour, dans « *U.S. News and World Report* », on pouvait lire : « En Corée, pour obtenir un armistice, et parlant au nom des Etats-Unis, Eisenhower renonça à l'emploi de la force dans le règlement des disputes. A Genève, afin de gagner la « bonne volonté » des dictateurs soviétiques, il déclara clairement que la force n'avait aucune place dans les plans américains. Depuis lors, les communistes provoquèrent des troubles partout. Une garantie américaine que la provocation de désordres n'amènera pas une punition rigoureuse signifie la lumière verte pour les provocateurs de troubles. Il y a encore cela à noter : Roosevelt, durant la guerre, pensa qu'il pouvait charmer Staline et faire de bonnes affaires avec lui. Cette idée rapporta aux communistes une bonne partie du monde. Staline disparu, Eisenhower a pensé à son tour qu'il y avait moyen de faire des affaires avec une nouvelle fournée de communistes. Cette idée, elle aussi, pourrait s'avérer extrêmement coûteuse — nous mettre à dos nos alliés, menacer une grande partie des réserves mondiales de pétrole, renforcer le pouvoir de petits dictateurs rouges au Moyen-Orient et accentuer le danger de guerres de toutes sortes aux quatre coins du globe ».

Traduisant remarquablement les sentiments de beaucoup d'Américains, le sénateur McCarthy a déclaré, en annonçant qu'il allait se représenter à l'élection sénatoriale de 1958, qu'il entendait continuer la lutte *« pour sortir les Etats-Unis de l'O.N.U. et sortir l'O.N.U. des Etats-Unis »*. Cette déclaration, paraît-il, a singulièrement embarrassé l'administration Eisenhower. En dépit des efforts de Paul Hoffman, le conseiller d'Eisenhower, et du président lui-même qui veut se tenir à une politique dite du « milieu de la route », la droite républicaine insiste de plus en plus pour une politique plus ferme à l'égard du bolchevisme. Elle est opposée à cet élément républicain, malheureusement plus important qu'on ne le pense, qui est tout prêt à s'allier à la gauche démocrate pour ressusciter le « *New Deal* » rooseveltien. Paul Hoffman possède dans ses tiroirs une liste noire des principaux personnages de la droite de son parti qu'il cherche à exclure, sous un prétexte ou sous un autre. Y figurent notamment McCarthy, Bill Jenner et George Malone, trois sénateurs extrêmement vigoureux qui contribuèrent beaucoup à nettoyer les écuries d'Augias. Mais on y trouve aussi William Knowland lui-même, présentement leader de la mino-

rité républicaine au Sénat, et des anti-rooseveltiens tels que John Bricker, Barry Goldwater, Ed. Martin, John J. Williams. Le sénateur Bill Jenner, d'Indiana, est celui qui fit une certaine sensation, dernièrement, en remuant la conscience américaine par ce propos net et vif : « L'honneur des Etats-Unis sera souillé si nous nous contentons de répliquer à l'agression soviétique en Hongrie par de pompeuses déclarations et de pieuses entreprises sociales ».

La menace d'un schisme plane toujours sur le parti républicain. Lors des élections du 6 novembre, on vit apparaître pour la seconde fois, notamment dans les Etats du Sud, une formation indépendante nommée « Les droits des Etats ». Cette formation ne recueillit que deux cent mille voix (sur soixante millions) aux élections, mais, lors d'un récent congrès tenu à Washington, elle a décidé de continuer le combat en se modernisant. Dirigée par T. Coleman Andrews, ancien collecteur des taxes de l'administration Eisenhower, devenu une sorte de Pierre Poujade américain et de champion de la lutte anti-taxes, cette formation rassemble les républicains déçus par leur parti et aussi, soulignons-le bien, des démocrates qui refusèrent toujours le « *New Deal* » rooseveltien. Son programme comporte notamment l'abolition de la taxe fédérale sur les revenus, le droit de chaque Etat de décider lui-même du problème de la ségrégation, la « desocialisation » de l'agricIture, la restriction du pouvoir présidentiel à signer des traités, la lutte contre toute tentative de «*gouvernement mondial*» (O.N.U., etc...). Si Eisenhower venait à décevoir des milliers d'autres de ses partisans, et si Paul Hoffman parvenait à appliquer effectivement les mesures d''exclusion contre les personnages de sa liste noire, « les droits des Etats » auraient peut-être une chance de devenir un grand parti.

⁂

Ce bref intermède politique nous a quelque peu éloigné de New-York et pas tellement pourtant car la grande ville, avec son O.N.U., reste un souci pour tous les bons Américains. Issue du fameux esprit de Roosevelt, cette Organisation qui n'agit que lorsqu'elle peut frapper l'Europe, est aussi un poste d'observation permanent et un solide repaire pour tous les espions soviétiques. Dans un livre fort instructif, « *Un Américain à New-York et à Paris* », John Steinbeick écrivait : « New-York c'est, avec tous ses vices et toutes ses splendeurs, un monde où

l'anonymat reste possible ». Cet anonymat si confortable d'un point de vue tout personnel, permet aux agents du Kremlin, installés officiellement à l'O.N.U., de pénétrer aux Etats-Unis et de s'y livrer en toute quiétude à leur sordide besogne. « Sortir l'O.N.U. des Etats-Unis ! », s'écrie McCarthy avec une sainte colère. La sortir de New-York, de cette grande ville de pierre et d'acier, superbe monument du colonialisme européen, grandiose création des fils de l'Europe éternelle, et la transporter n'importe où, à Moscou où elle permettrait aux Occidentaux d'espionner à leur tour, ou à Tel-Aviv, ce à quoi Roosevelt et son entourage israëlite ne se seraient peut-être pas opposés...

Pierre HOFSTETTER.

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Autrefois, les « économies » des peuples dépendaient d'abord des facteurs naturels dont la versatilité engendrait alternativement l'aisance ou la misère ; elles dépendaient ensuite de l'organisation politique qui était capable ou non d'assurer l'ordre et la paix.

Le développement des techniques de production et des possibilités d'échanges a permis d'étaler largement le jeu des facteurs naturels. Mais la complexité croissante de leurs engrenages confère aux mécanismes économiques modernes une fragilité intrinsèque et une sensibilité plus grande aux réactions psychologiques des collectivités humaines.

En 1929, l'écroulement de la pyramide américaine du crédit a provoqué de par le monde la « grande dépression » des années 30 dont le souvenir hante encore les esprits, notamment aux U. S. A.

Trois pipe-lines détériorés et le canal de Suez obstrué suscitent aujourd'hui, en Europe, des perturbations déjà sérieuses et des inquiétudes assez vives.

⁂

Mais d'abord, qu'eût été, en France, l'an 1957 si le coup de Suez n'avait pas eu lieu ?

Dans le cadre d'une conjoncture politique internationale et nationale inchangée, elle eût été, à peu de chose près, la reconduite de 1956. C'est-à-dire une année marquée par une semi-prospérité : un progrès en valeur absolue ; une régression en valeur relative.

Les statistiques eussent enregistré un accroissement de la production d'une année sur l'autre de l'ordre de 5 à 6 % alors qu'il devrait être et pourrait être de l'ordre de 10 à 15 %, comme en Allemagne de l'Ouest. Notre balance commerciale eût accusé un déficit en partie comblé, dans la balance des comptes, par les rentrées prévisibles. L'énorme déficit du budget de l'Etat (qui dépasse les 1.000 milliards) eût été supporté grâce d'abord à un léger excédent de recettes sur les prévisions

(conséquence de l'accroissement de la production et de la hausse lente des prix), ensuite par le partage savamment organisé au profit de l'Etat des ressources du marché financier, par les effets enfin d'une inflation larvée, endiguée mais continue, au moyen de laquelle les hauts fonctionnaires des Finances, virtuoses consommés, assurent un équilibre de bicyclette dans un mouvement de dégradation constante de la monnaie entre les impératifs de la confiance et les dépenses de plus en plus incontrôlables d'un Etat de plus en plus dévorant.

Autrement dit, l'économie française eût été caractérisée une fois encore par une douce médiocrité — suffisante pour éviter des réactions populaires trop vives ; insuffisante pour garantir aux générations qui montent le standing de haute civilisation qui fut l'apanage de leurs devanciers.

⁂

Contrairement à une croyance assez répandue, la France n'est pas un pays riche. Son sol est en général médiocre et son sous-sol (sous réserve de l'uranium et des pétroles d'Afrique et du Sud-Ouest qui sont peut-être les chances et les espérances de l'avenir), ne déborde pas de richesses naturelles. Mais elle est encore riche de génie, de compétences techniques et scientifiques, en un mot de valeurs-travail. Son drame économique c'est que, depuis l'autre guerre, l'Etat, par faiblesse démagogique, a pris mille séries de mesures dont l'effet est, non pas tellement de décourager (tant il est vivace) que de paralyser l'esprit d'entreprise après avoir tué l'esprit d'épargne.

L'exemple le plus frappant est celui des mesures prises après 1918 en faveur des loyers. Elles ont abouti à un arrêt quasi total de la construction privée dont la crise du logement est la conséquence directe. Plus nocive encore et moins connue est l'absorption systématique par l'impécunieux Etat de la quasi totalité des disponibilités du marché financier ; en conséquence il n'y a plus de crédit (sauf celui que consent l'Etat) à la disposition des entreprises et celles-ci ne distribuant plus de dividendes parce qu'elles consacrent leurs bénéfices à de nécessaires auto-financements, prennent une allure à certains égards inquiétante de néo-féodalités.

Par un curieux phénomène de choc en retour, l'Etat en a été conduit à tenter de ranimer, par des mesures fragmentaires et artificielles, ce qu'il avait asphyxié par l'ensemble de sa politique. Il pratique les subventions. Il protège outre raison,

contre la concurrence étrangère, nombre d'activités marginales ; il a institué l'aide à l'exportation. Il tente de faire renaître les régions qui s'étiolent. Mais il serait plus avisé de se réformer lui-même pour être en mesure de réduire les frais généraux de la nation sous le poids desquels ladite nation visiblement se fatigue.

⁂

Cette auto-réforme, à la supposer possible, ne paraît pas à l'horizon de l'an 1957 dont les échéances imprévues laisseront aux « sphères dirigeantes » peu de loisirs à consacrer aux questions fondamentales. Le souci de vivre, le souci de « tenir » sans plus, les maintiendra plus que jamais dans l'optique des difficultés du moment et dans les arcanes de la politique à la petite semaine.

Diminution des recettes fiscales sous l'effet de la sous-consommation du carburant (à 40 francs le litre d'essence, part de l'Etat, la chute sera sensible) et sous l'effet de la mévente des automobiles (privation de 20 % du prix des invendues) laquelle entraîne dans son sillage de nombreux autres ralentissements d'activité : accroissement, augmentation des charges militaires (ardoise de Suez et campagne d'Algérie).

L'état de la trésorerie était déja préoccupant, comme en témoignent les restriction décidées en octobre sur les crédits consentis à la construction (près de 50 % — environ 250 milliards de restrictions). Les effets du coup de Suez, s'ils se prolongent, risquent d'entraîner le recours à des mesures inflationnistes trop importantes cette fois pour être camouflées.

Parallèlement, l'activité industrielle, dont l'industrie automobile est un des postes importants, risque d'être entraînée dans la spirale des ralentissements en chaîne (ici chômage et sous-consommation) dans le même temps que, sous l'effet de l'inflation, les prix monteraient. Course des salaires et des prix. Le processus est bien connu pour n'avoir été que trop subi.

Jusqu'ici les réactions psychologiques n'ont pas encore atteint la monnaie ; il n'y a pas eu de fuite devant elle. On souhaite que cette sérénité (ou cette inconscience) demeure. Tout dépendra de la durée et de l'acuité de la crise des approvisionnements en produits pétroliers. Pour éviter de graves perturbations il est nécessaire que les besoins soient rapidement couverts dans une très large proportion. Or, ils ne peuvent l'être dans les semaines qui viennent que par un important concours des pétroles américains.

Le canal de Suez est en effet bouché pour de longs mois : il y a non seulement des délais d'ordre technique ; mais il paraît probable que ce nouvel abscès stratégique sera savamment entretenu par les Russes. Et, avant que le tonnage de la flotte pétrolière nécessaire pour compenser l'allongement de parcours par le Cap de Bonne-Espérance soit atteint, une bonne année se sera écoulée.

L'Europe, et singulièrement la France, se trouve donc plus que jamais tributaire de l'Amérique.

Si encore ce qui reste de l'Europe constituait une unité, un bloc solide, une réalité organique.

Mais ceci est un autre sujet.

R. COURTOT.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

Pierre Boyer de Latour : « *Vérités sur l'Afrique du Nord* » (Editions Plon).

Le ton est singulièrement différent de celui de l'ouvrage de M. Grandval. Celui-ci était l'homme brillant, sûr de son fait, arrivant muni d'un ensemble d'idées déjà bien arrêtées pour tout redresser dans un pays qu'il ignorait totalement. Pierre Boyer de Latour, lui, a passé vingt-quatre années à servir en Afrique du Nord et il en connait l'histoire, les problèmes, les habitants, la langue. On a fait appel à lui dans les circonstances les plus difficiles, non pas pour tout sauver mais pour tenter d'édifier une digue qui canaliserait les courants furieux déchaînés par des hommes irresponsables et brillants. Son récit est simple, austère. avec parfois un peu de naïveté dans l'expression, dans les références historiques ou les aperçus économiques. Mais il sait ce qu'est *gouverner,* qui est autre chose qu'aligner de jolies phrases ou des actions d'éclat. L'habitude de la *continuité du service* lui laisse comme un souvenir de ce qu'était un Etat.

Il connait l'Afrique du Nord pour avoir occupé les plus hautes fonctions, aux moments les plus difficiles, aux deux ailes de ce pays : la Tunisie et le Maroc. Il a assisté à toutes les phases du processus de désagrégation, qui formaient comme les marches de l'escalier de l'abandon, chacune amenant à descendre la suivante.

Du 15 février au 30 novembre 1951, il occupe au Maroc les fonctions de Secrétaire Général des Affaires politiques et militaires. Il arrive à un moment capital, alors qu'un incident violent vient de consommer la rupture entre le Sultan et le Pacha de Marrakech. Durant ce séjour, le général Boyer de Latour a parfaitement diagnostiqué les maux dont souffre le Maroc et qu'il résume dans une très intéressante note destinée à son successeur le général Guillaume. Mais dès cette époque les éléments du drame sont en place : le Sultan refuse de sceller les dahirs, les réformes sont paralysées et les passions s'échauffent. Peu de temps après son départ, il apprend la déposition de Mohamed V.

Du 10 mars 1954 au 31 août 1955, il est en Tunisie comme Commandant des Troupes d'abord, puis comme Résident Général. Il assiste à l'apparition des premières bandes de fellaghas, à la Proclamation de Tunis, et aux séances d'élaboration des conventions franco-tunisiennes. Il ne dit pas que les bandes étaient sur le point de disparaître lorsque Mendès-France vint à Tunis mais qu'elles devaient tôt ou tard succomber devant une action persévérante. Il ne dit pas

que la Proclamation de Tunis fut en elle-même catastrophique. mais que tout dépendait de l'esprit dans lequel on aborderait l'étude des conventions. Il ne dit pas que celles-ci n'aient laissé aucune chance, mais qu'il aurait fallu scrupuleusement veiller à ne pas permettre qu'elles soient détournées de leur sens. Tout dépendait d'une politique continue menée à Paris.

Or, les événements dans la Régence ont déjà précipité l'évolution à l'autre bout du maghreb. Le 31 août 1955, il part pour le Maroc où il est nommé Résident Général en remplacement de M. Grandval. Il y restera jusqu'au 11 novembre. Depuis quatre jours la décision est prise de consentir au retour sur le Trône de Mohamed V. Une série d'abandons, de timidités, de scrupules de *belles âmes,* le goût chez certains de faire *leur* traité ont abouti à une renonciation qui à son tour va provoquer en Tunisie l'éclatement des Conventions et vider de tout sens le concept d'interdépendance.

. Le Maroc français est mort le 11 novembre à 16 h. 30, heure à laquelle le Général Boyer de Latour quittait l'aérodrome de Salé.

L'auteur expose ces événements d'une voix calme et comme résignée. Il lutte pied à pied, mais se heurte aux sourires fins et entendus de ceux qui, à Paris, connaissent la grande politique. Il sait — et il le dit — qu'on le prend pour un brave militaire rétrograde et par définition vaguement suspect. Les faits ne peuvent rien contre l'idéologie et la suffisance des milieux politiques parisiens.

Il ne brosse pas des protagonistes de subtiles analyses psychologiques, mais en quelques lignes, comme au cours de l'action, il les campe dans un mépris inoubliable. De Fouchet, ministre des Affaires Tunisiennes et Marocaines, il dit qu'il était « grand, beau, heureux d'être ministre » ; cela ce sont les qualités, et il ajoute comme timidement « il n'avait à mes yeux que deux défauts mais ils étaient sérieux, je m'aperçus tout de suite qu'il n'était pas au courant des questions tunisiennes et par la suite qu'il n'était pas assez ferme de caractère ». Avec July, plus nul et plus néfaste encore, il est incidemment encore plus féroce.

C'est un livre malheureusement sans réplique que nous lisons là, qui révèle chez les hommes de gouvernement un esprit politique totalement débauché. Le Général Boyer de Latour voit à l'évidence le principe de décadence, il ne lui manque que de réfléchir sur son origine. L'hommage qu'il rend au Général Noguès peut le diriger sur la bonne voie.

B. V.

JACQUES SOUSTELLE : « *Aimée et souffrante Algérie* » (Ed. Plon).

Après les deux ailes, voici le cœur de Maghreb, l'Algérie. Le problème en est totalement différent, le ton également qui est ici aussi loin de celui de Grandval que de celui de Boyer de Latour. Jacques Soustelle a été Gouverneur de l'Algérie tout au long de l'année 1955

et il nous livre une étude détaillée et sereine des difficultés auxquelles il s'est trouvé confronté et des solutions qu'il juge les meilleures.

Deux remarques s'imposent aussitôt. Il n'essaie nullement d'envisager le problème nord-africain dans son ensemble. Il n'a pas un mot sur le Maroc ou la Tunisie, il ne les lie aucunement au sort de l'Algérie. On lui a confié une tâche délimitée de Gouverneur Général, il ne parle que de celle-ci. D'autre part, il est parlementaire, il a accepté d'être envoyé en mission, mais il garde des moyens d'action, des amis à Paris. Il a conscience de l'autorité que cela lui confère. Son ton reste libre, parfois hautain, sans orgeuil puéril et déplacé.

Ceci dit, son livre est d'une intelligence extrême. Il expose l'ensemble des données du problème, géographiques, démographiques, économiques, avec une rigueur parfaite .Il ne sacrifie pas à la primauté de l'économique, il n'oublie pas que des populations européennes vivent là-bas, pas davantage que les Algériens musulmans eux-mêmes ont besoin de l'*économie* française pour connaître plus de *justice*. Il sait que ces deux termes sont liés et que les idéologies désincarnées sont faciles et niaises. Il sait à la fois étudier minutieusement un problème et se comporter en homme d'action.

Jacques Soustelle dénonce avec vigueur ceux qui de Paris, se donnent le luxe de beaux sentiments qui, sur place, finissent dans le sang. A l'*Express*, il arrache définitivement ses masques de sottise et de confort. Il dit avec sérénité la carence absolue de l'Etat. Il croit encore à de Gaulle, dira-t-on ! C'est bien le mystère, mais reconnaissons que, devant les faits, il dépouille toute séquelle de l'horrible idéologie gaulliste.

Il propose aussi sa solution, et c'est peut-être là l'apport le plus intéressant. Il dénonce avec juste raison, semble-t-il. l'autonomie comme le fédéralisme, ce dernier parce qu'il ne voit que trop combien manquent les organes d'une Fédération alors que l'Etat même est absent. Il propose l'intégration. Ce mot a fait crier quand il n'a pas paru totalement utopique. Pour lui, l'intégration suppose trois conditions : — respect de la personnalité culturelle, religieuse et linguistique algérienne ; — intégration financière, économique et sociale ; — égalité des droits et devoirs politiques. C'est ce dernier point qui a soulevé les plus grandes difficultés. « On a été, écrit Jacques Soustelle, jusqu'à parler de 100 députés musulmans algériens à l'Assemblée Nationale ». Il faut admettre que ce chiffre parait logique. Or « on aurait, écrit-il plus loin, 47 députés algériens dont 12 à 15 européens », ce résultat étant obtenu par l'emploi de listes bloquées comprenant autant d'européens que de musulmans. Cela parait raisonnable.

Cependant Jacques Soustelle s'explique mal sur la contradiction entre cette égalité des droits et le petit aménagement au moins provisoire qui permet ce résultat. Il a peut-être eu tort d'employer le mot « intégration » qui comporte une certaine résonance pour

ensuite l'*expliquer*. Il vaut mieux employer le mot juste ou ne pas employer de mot-slogan.

Or, toute sa mission a sans doute échoué sur ce mot, et l'on ne peut pas ne pas comprendre aussi — même si elle fut parfois brutalement exprimée — l'inquiétude de ceux qu'il appelle les extrémistes de l'UFNA. C'est celui qui gouverne qui doit se faire comprendre.

Il reste que la solution proposée par Jacques Soustelle est très intéressante, mérite un examen approfondi, si elle sacrifie peut-être trop à la tendance intellectuelle à tenir la balance égale entre des extrêmes tous théorique. Un autre reproche que l'on serait tenté de faire à ce livre est de ne pas aller au but de son intérêt et de ne pas nous parler plus clairement de la contradiction qui existe — et dans la personne de l'auteur d'abord — entre des théories dites de gauche et les obligations du véritable et lucide homme de gouvernement. Car il ne peut s'agir, n'est-ce pas, Jacques Soustelle, de simplement noyer cette contradiction dans l'action ! Ce serait le pire fascisme.

B. V.

RIVAROL : « *Ecrits politiques et littéraires* » (Editions Grasset).

Il n'avait rien à défendre contre la Révolution, ni rang, ni fortune. Il aurait pu verser de belles larmes sur le nouveau bonheur inauguré dans le sang. Mais il avait mauvais caractère, il détestait la confusion d'esprit et la générosité montrée aux dépens de vies humaines. C'était un « cœur sec ». Aussi il attaqua de tout son courage les puissants du jour qui se drapaient dans de grands sentiments. Avant la Révolution, il n'avait guère manifesté qu'une grande vivacité critique et quelques idées un peu simplistes. Il fut un des rares à vivre vraiment cette époque. Voltaire, Rousseau, Diderot, Buffon sont morts, Châteaubriand et Mme de Staël n'apparaîtront réellement qu'ensuite. La crise lui a révélé à lui-même son véritable génie et son véritable courage. Il resta dans le rôle difficile du modéré qui l'est avec passion. Il mit en garde les Emigrés contre les dangers d'un entêtement sur le passé. Il fustigea les nouveaux maîtres et les tout petits seigneurs qui avaient voulu le tuer parce qu'il avait montré auparavant qu'ils n'étaient que des écrivailleurs sans talent.

Il mit une sorte de rage désespérée, un amour noir, pudique, se cachant sous les « mots », à défendre ce qui pouvait subsister de cet « air français » dont il avait vécu. Pour lui ce n'était pas une idée sur laquelle il pleurait, c'était sa vie même, la condition du bonheur qu'il réclamait. On le voit, tout ceci est bien aisément compréhensible pour nous. Après une admirable présentation de Victor-Henry Debidour suivent les maximes de Rivarol que l'on dévore avec rafraîchissement : le brouillard se déchire et le paysage apparaît dans une clarté de fin d'orage. Les choses retrouvent leur poids, les visages leur nom et les peuples le droit d'être gouvernés.

Lisez-le vite.

B. V.

GYGÈS : « *Les Israélites dans la société française* » (Diffusion : *La Librairie Française,* 64, rue de Richelieu, Paris (2e).

Depuis que le fameux décret du 21 avril 1939 — annulé par le Maréchal et rétabli par de Gaulle — a réduit les antisémites au silence, ce sont les Israélites qui s'ingénient à faire parler d'eux. Les Israélites ou leurs amis.

Roger Ikor a reçu l'an dernier, le Goncourt pour un livre où il démontre qu'un Juif orthodoxe est, par définition, inassimilable et que ses rejetons ne peuvent se fondre dans la nation qui les accueille que s'ils répudient ou abandonnent le judaïsme ancestral. Le Renaudot de la même année couronna l'œuvre d'un autre Israélite russe, Georges Govy, qui confirmait que le Juif, cet apatride-né, ne se sent bien nulle part — sauf, sans doute, en Israël.

Le premier fut injurié par ses coreligionnaires, qui le traitèrent d'*assimilationniste,* c'est-à-dire de renégat dangereux ; le second fut au contraire loué par la communauté attendrie et enthousiaste.

D'autres ouvrages (« *Du Christ aux Juifs de cour* », de Léon Poliakov ; « *Antisémitisme et mystère d'Israël* », de F. Lovsky ; « *Les Juifs et les nations* ». de J. Nantet) sont venus, — sans le vouloir, bien sûr —, confirmer ce qu'avaient démontré Ikor et Govy. Mais il s'agissait là, répétons-le, d'ouvrages pro-juifs, nettement, exclusivement favorables à Israël. Depuis la « Libération », il n'y en eut d'ailleurs pas d'autres. Raflés par des bouquinistes complices ou besogneux, les rares ouvrages hostiles à ce qu'il était jadis permis d'appeler la « prépondérance » juive », n'ont jamais revu le jour. *La France juive* elle-même, cependant rééditée en 1938, puis en 1941, est pratiquement introuvable. Flammarion conserve, dit-on, dans ses caves, les derniers exemplaires de l'œuvre monumentale de Drumont et se refusa à satisfaire la demande des libraires non-conformistes. Aussi, *Les Israélites dans la Société Française* (1), récemment parus, vont-ils provoquer quelques remous. Non qu'il s'agisse là d'une œuvre antisémite — rien dans le fond, ni dans la forme ne le révèle — mais c'est, à n'en pas douter, le premier livre non *pro-juif* publié depuis douze ans.

Les auteurs — Gygès est un pseudonyme collectif — font preuve d'une impartialité assez rare. Et cependant, cette impartialité n'a pas manqué de provoquer la colère du *Droit de vivre,* le journal des Juifs militants de la L.I.C.A. (Président : Bernard Lecache). Raison de plus, croyons-nous, pour trouver de l'intérêt à un ouvrage qui n'en manquerait certes pas, de toute manière.

Dans ce volume documenté, Gygès s'est attaché à retracer l'histoire des Juifs de France, des origines à nos jours. Il le fait en s'appuyant le plus souvent sur des textes juifs, sans pour autant négliger la littérature non-juive et antisémite.

De cet exposé, clair et sans longueur, qui se lit comme un roman, on retient surtout que le Juif fut, tout au long de notre histoire, copieusement rossé. Rossé par les Gallo-Romains, les Wisigoths et les Francs, rossé par les paysans du Languedoc et par ceux d'Alsace, rossé par les bourgeois des grandes cités royales, qui ne leur pardonnaient pas leurs rapines. On remarque également que, malgré les avanies essuyées, les coups reçus, les spoliations subies, les Israélites ont fini par s'imposer. Ils ont, disait Michelet, « vaincu par la durée » :

« Affranchis par la lettre de change, ils sont maintenant libres, ils sont maîtres ; de soufflets en soufflets, les voilà au trône du monde. »

Sous la IIIe République, ils étaient déjà puissants ; sous la IVe, ils paraissent omnipotents. Gygès ne l'avoue pas, mais son souci d'exactitude l'a incité à publier à la suite de son exposé, un répertoire de 6.000 noms environ, qui en dit long sur la situation que les Israélites occupent dans la société française : ministres et parlementaires, directeurs de journaux et hommes de lettres, chefs de service et speakers de la R.T.F., directeurs de théâtre et producteurs de films, banquiers et administrateurs de sociétés, tout ce qui compte dans la politique, la littérature, les arts, les affaires et la bonne société (voire l'aristocratie) a trouvé place dans ce petit bottin du judaïsme français.

On regrettera, sans doute, l'absence de plusieurs noms. Mais qui peut, dans ce domaine, se flatter d'être complet ? En tout cas, nous serions mal venus de jeter la pierre à ce Gygès dont le livre, honnête et scrupuleux, ouvrira sans doute les yeux à plus d'un de nos concitoyens.

G. V.

Communiqué. — Le jury du *PRIX DES VICTIMES,* présidé par le Général Lavigne-Delville, vient de décerner son prix 1956 (100.000 francs) à P.-A. Cousteau, pour son livre paru en librairie, la semaine dernière : *APRÈS LE DÉLUGE* (Edit. Librairie Française).

Le *Prix des Victimes* a été créé pour encourager les auteurs d'ouvrages ayant trait aux exactions subies sous les régimes d'exception.

Pour tous renseignements, écrire au Général Lavigne-Delville, La Grenadière-Balzac, Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).

Pol Vandromme : « *Robert Brasillach, l'Homme et l'Œuvre* ». Ed. Plon.

« *Parmi les visages qui ont dominé la jeunesse de l'avant-guerre, le sien est, à la fois, l'un des plus célèbres et l'un des moins conus* », écrit Pol Vandromme dans le premier livre consacré à l'ensemble de la figure et de l'œuvre de Robert Brasillach. Peu connu, c'est vrai et c'est le principal mérite de ce livre de nous mieux le rendre sensible. « *La meilleure biographie de Brasillach est écrite depuis longtemps* », écrit-il encore. C'est *Notre Avant-Guerre* et les nombreuses chroniques où Robert Brasillach évoqua ses souvenirs. Aussi était-il difficile à Pol Vandromme d'apporter quelque chose de vraiment nouveau à ceux qui connaissent bien cette œuvre. Simplement il rassemble les éléments dispersés, raconte d'un seul trait le déroulement des années et présente chacune des grandes œuvres en les replaçant dans les préoccupations de l'auteur à la même époque.

Une chose reste très importante dans cette présentation, et pour laquelle il faut lire ce livre : ce sont les textes inédits de l'adolescence et surtout peut-être la correspondance d'alors adressée à Maurice Bardèche. L''enfance demeure essentielle pour comprendre la personnalité de Brasillach, soit, mais c'est peut-être de l'adolescence qu'il aurait fait ses œuvres les plus fortes, c'est peut-être là qu'est chez lui la zone la plus mélangée et la plus riche, de là que vient sa plus grande force créatrice. Vandromme insiste beaucoup sur l'enfance heureuse, insouciante et sans problèmes de Brasillach, et il a raison. Mais il ne semble pas qu'il ait connu une adolescence si spontanée : les courses sur les collines ne sont si belles que parce qu'elles sont conquises sur une gravité muette. Un texte d'adolescence comme « *Rien qu'une vie* » est d'une maturité déconcertante. Et après la simple joie de vivre et de découvrir de l'enfance, nous sommes étonnés de lire dans une lettre à Maurice Bardèche : « *Gide est trop occupé à vivre dans l'instant pour concevoir ce qu'a de triste un jeune corps* ». Etonnés, pas tout à fait, parce que nous n'avons jamais cru vraiment à cet aspect uniquement rieur et heureux que l'on nous a trop souvent présenté de Brasillach. Il avait plus que personne le sens des fragilités, et une sorte de silence intérieur.

C'est ce silence que rend évident l'ouvrage de Vandromme. Brasillach a prodigué les souvenirs personnels pour éviter les confidences. Il est vrai que l'on ne sait pas grand'chose, pas même sur les raisons de créer. Une lettre est à cet égard très importante, celle où il se demande s'il doit tenter au-dessus ou au-dessous de lui-même. Quelles œuvres ne nous aurait-il pas donné plus tard !

Pol Vandromme n'a tenté aucune grande analyse, il nous a donné un petit livre admirable de sympathie et de délicatesse. Et, grâce à celles-ci, il a laissé revivre Brasillach assez librement pour que nous devinions une gravité, une profondeur, et peut-être des difficultés point trop prises au sérieux qui nous le font aimer encore davantage. C'est le plus beau compliment que l'on puisse faire à ce livre.

Bernard VORGE.

Les Livres étrangers.

ELDOROUS C. DAYTON : *Giv' em Hell Harry* (An informal Biography of the Terrible Tempered Mr. T.) The Devin - Adair Co., New-York).

Le Pt Truman est très fier de son œuvre politique. Il voudrait, tout au moins, en persuader les électeurs américains et le faire croire au monde entier. Dans ses mémoires, il ne regrette aucune de ses décisions, il affirme qu'il ne s'est jamais trompé ; aucune de ses entreprises n'aurait pu être mieux conduite par un autre président.

Pour justifier tant de prétentions, il omet des épisodes et des noms gênants, tels que ceux de Hiss (l'agent des Soviets, au Département d'Etat), celui de Fuchs (l'espion atomique), et celui de Lattimore (qui a causé l'abandon de la Chine aux communistes).

Cela fait beaucoup de péchés par omission et l'on pourrait écrire que son long plaidoyer *pro domo* arrive trop tard : le juge Milligan a mis à nu le régime de fraude et de violence électorales, qui a procuré à Truman 60.000 électeur « fantômes » en 1934 (A. Kansas City, le « cimetierre » est bien garni) ; John Flynn a fait d'une façon impitoyable l'historique de la diplomatie américaine en Chine et le général Mac Arthur a inspiré des ouvrages qui montrent l'absurdité criminelle du « cessez-le-feu » en Corée.

Puisque le Pt Truman ne voulait pas rester marqué par les coups que lui ont portés les hommes qui étaient à la source des renseignements ou y sont allés, il fallait mettre les choses au point. C'est ce qu'a fait avec beaucoup de vigueur Eldorous Dayton.

Harry Truman ne sort pas grandi, de cette confrontation. Il a été élu au Sénat par la « courtoisie » de Pendergast (son agent électoral). Il est devenu vice-président par suite d'un accident politique, et président, du fait d'un autre accident : la mort du Pt Roosevelt. Tout cela est assez connu, outre-Atlantique, mais ignoré en Europe.

Truman est un homme sans profondeur et rongé par des haines recuites. Sa rapidité de décision est simplement faite de son incapacité à penser et à voir les conséquences de ses entreprises. La façon dont il a jeté en Corée une armée disloquée par la voluptueuse occupation japonaise, aurait pu porter un coup mortel au prestige américain dans le monde. Il a eu la chance insolente que Mac Arthur sauve les meubles. La simple gratitude aurait dû lui commander de ne pas liquider Mac Arthur au moment où les Américains pouvaient tirer les fruits de la victoire.

Sans Mac Arthur, le Pt Truman ne pourrait plus écrire de mémoires.

G. O.

A propos de "TRAVERSÉE de PARIS"

Le souvenir est révolutionnaire

On a tellement menti sur cette époque que de montrer un viandox à côté d'une bouteille de saccharine liquide sur le zinc d'un café bleui de défense passive, cela paraît révolutionnaire.

La véritable avant-garde, ce sont les actualités des années truquées. Dès qu'aux premières images de ce film apparaissent les vélos-taxis, les rues désertes où passent quelques voitures à gazogènes, les femmes à vestes de peaux de bique brut, à jupes courtes et à chaussures compensées, les agents qui crient « lumière ! », le spectateur ressent le déclic qui lui ouvre le chemin des années enfuies, des images qu'il savait conservées mais qu'il ne voulait ou ne pouvait plus regarder, il sait qu'il y aura dans tout cela quelques chose de plus sérieux et de plus grave qu'il peut y paraître.

De ce film d'Autant-Lara, Aurenche et Bost, tout le monde a dit l'excellence du jeu des acteurs. Gabin et Bourvil sont à chaque seconde prodigieux de vérité et d'invention. Ils sont en face l'un de l'autre comme deux vases communicants : quand l'un enfle son jeu, se lance, l'autre ne joue qu'en dedans, qu'en reflet de ce qu'impose le partenaire. Tous les deux ensuite redeviennent tranquilles, posés côte à côte, attendant le prochain instant que va leur apporter la vie. Puis c'est le tour de l'autre d'inventer l'événement. Il faut avoir vu Bourvil à la Kommandantur faire tour à tour passer sur son visage, naïvement et sciemment, les expressions de son ami Gabin et du commandant allemand pour tenter de pénétrer par là dans un monde qui se dérobe. C'est extraordinaire, c'est, comme tout le film, fait avec rien, c'est trois brins de paille de génie.

On connaît la nouvelle de Marcel Aymé de laquelle le film est tiré.

Deux hommes traversent Paris avec quatre valises pleines d'un cochon victime de l'abattage clandestin. Les trois unités sont là : Paris, une aventure, une nuit.

Deux hommes, l'un — Martin, Bourvil — est un chauffeur de taxi en chômage qui, pour subsister, éviter le S.T.O., garder sa liberté et sa femme, fait quelques travaux *parallèles* ; l'autre — Grangil, Gabin — est un peintre déjà connu qui s'amuse à découvrir ce petit monde, à se faufiler sur la lisière de deux morales. Voilà le grand intérêt du film, nous montrer l'ambiguité foncière de la vie à cette époque. Ce ne sont pas les choix politiques qui la provoquaient, c'est à chaque seconde qu'elle apparaissait.

Les uns suivent une morale d'habitude, presque de « devoir d'état », tout en étant en marge des lois, — les autres prétendent réfléchir et décider de la justice des lois, pour mieux s'en libérer ou à l'occasion en profiter. Les réactions sont admirablement saisies de ces petites gens dans le bistro, qui se divisent sur la police et le marché noir : la police fait son métier et le marché noir prive les pauvres — oui, mais il aide à subsister et puis les Allemands l'interdisent ; Grangil, le peintre, l'esthète, le curieux, joue sur la frontière, provoque chacun dans son domaine. Martin transporte une marchandise interdite et se trouve en dehors des lois, mais il apporte à son petit métier une conscience scrupuleuse. L'idée lui paraît révoltante d'aller au bout de son geste et de s'approprier ce qu'il détient en fraude. D'autres, à l'opposé, décident avec bonne conscience de la valeur des lois et pourtant se trouvent perdus si l'on met en cause la loi qu'ils invoquent à leur profit. Ils veulent livrer à la police Grangil qui les gêne mais cachent une Juive chez eux et tombent sous le coup de cette loi que doit faire respecter la même police. C'est la vieille histoire des lettres de dénonciation émanant de bons patriotes !

Cette double morale est aussi le double alibi. La jeune fille rencontrée sur le passage de la patrouille rêve de résistants et d'actions héroïques, mais s'il ne s'agit que de marché noir, cela l'intéresse aussi. Sur un autre plan, voilà tout. Son visage est moins énamouré, il devient plus sérieux et plus précis. Mais c'est un peu la même découverte, la même façon de se sentir insérée dans une grande aventure.

Cependant, la peur est l'envers de cette aventure. Et il y a toute une échelle de peurs. Peur devant les commerçants, peur des commerçants devant la police fran-

çaise, peur des policiers devant les Allemands. Il y avait à l'époque tout un art de jouer de ces peurs entre elles. Le passage où Gabin parle allemand pour faire reculer les policiers français est bien savoureux.

Il y a enfin le dernier tiroir, celui des milieux sociaux. Grangil joue mais ne risque pas grand' chose, et la scène est déchirante où Martin explose « *tu t'es amusé comme une gonzesse, tu t'es roulé dans mon travail* ». Lui a besoin d'habitudes, s'il est timoré, c'est qu'il risque bien davantage. Quoi au juste ? sa peau, son bonheur ? il ne sait pas trop parce que justement il n'a jamais vu en face ces réalités. Qui est libre, qui est léger ? Comme dans la vie, il est impossible de répondre. La fin est magnifique d'indécision et d'épaisseur humaine. Tout à passé. Le souvenir même de cette nuit reparaît comme embué sur le visage de Martin, porteur à la gare de Lyon. Et pourtant au cours de cette nuit-crise, Grangil et lui ont tout vu : la crânerie et le talent, l'assurance peut-être héritée et la jobardise peut-être méritée, les natures, avec lesquelles il faut compter, la complicité, l'ombre de l'amitié.

Quelle réponse apporte ce film aux canailles qui ont voulu faire croire que pendant la guerre tous les problèmes étaient simples et que l'on pouvait tuer — ensuite, dignement — au nom de cette simplicité !

L'on se demande vraiment pourquoi la critique n'a pas hurlé au scandale, pourquoi elle ne s'est pas écriée comme pour « Pauvre Bitos » : « Mais où donc ont-ils été chercher tout cela ! ». Peut-être parce que tout cela est plus quotidien, traite en apparence d'une médiocrité dont les critiques se sentent plus complices et plus tributaires.

Les faits pourtant sont révolutionnaires. Se soumettre à la réalité passe pour prendre position. Faire dire à un personnage, fut-ce pour respecter la diversité romanesque, « *quelle connerie leurs attentats !* », c'est mettre le doigt dans un engrenage infiniment dangereux. C'est admettre que la politique n'est pas un domaine de l'esprit et de la décoration. C'est déjà montrer l'ambiguité de la politique d'alors comme le reflet de l'ambiguité de toute la vie de cette époque. C'est fonder la politique sur les hommes et ne plus mépriser sordidement la force des choses.

Bernard VORGE.

«L'aristocratie de la pensée»

On m'accuse d'être illogique parce que, dans des journaux fascistes, je m'en prends au fasciste Bourguiba et que, dans des journaux antiparlementaires, je reproche au Sultan du Maroc de ne pas avoir de Parlement.

Peu importe l'endroit où est écrite la vérité.

La question est autre.

Au point où Bourguiba a mené la Tunisie, qu'il joue au fasciste n'a plus la moindre importance. Il est seulement irritant de le voir toujours chouchouté, cajolé folichonné par notre gauche, notre extrême-gauche, Mauriac et les plus bêlants de nos démocrates. Devant son rire à 32 dents, les précieuses de l'O.N.U. oublient qu'il a été élu avec une seule liste et 99 % des voix.

Quant au sultan du Maroc, on ne lui reproche pas d'être monarque, chef religieux, polygame et quelque peu féodal dans sa conception de la famille et des concubines. On l'en féliciterait plutôt. Ce qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, c'est la collection de fossiles démocrates, frénétiques du suffrage universel, de la laïcité, des droits de l'homme, des droits de la femme, qui ont senti leur cœur soulagé quand le Maroc a été arraché aux griffes de la République Française pour devenir un royaume théocratique.

Ce n'est pas le fascisme qui ruine la Tunisie, pas plus que la monarchie ne ruine le Maroc. Au contraire. Si Bourguiba était un fasciste logique, il chercherait à rendre son pays indépendant de la Ligue Arabe. Sa position est d'autant plus absurde qu'il n'est pas croyant et qu'il se moque complètement de la propagation de la foi.

Du côté marocain, nos réactionnaires les plus classiques pourraient se réjouir en lisant ce que publie Allal el Fassi chaque semaine dans *Al Istiqlal,* hebdomadaire

de l'Istiqlal paraissant à Rabat, et écrit en français, naturellement : « *La pensée qui peut délivrer la Nation* « *de ses malheurs ne peut être la pensée vulgaire de la* « *rue, mais bien la pensée de la classe éclairée. La* « *Démocratie est bonne en toutes choses* (?) *sauf dans* « *le domaine de la pensée. Pour diriger une Nation, il* « *faut une Aristocratie de la pensée* ».

Et voilà !

Voilà pourquoi le Maroc n'est pas près de connaître le sort de l'Algérie, à qui l'on promet des élections au collège unique. On se doutait que c'était une dangereuse sottise, on est heureux de savoir qu'elle est formellement réprouvée par les penseurs de l'Islam moderne.

C'est pour lui épargner de tomber sous la coupe des « esprits vulgaires » et de « la pensée de la rue » que S. M. le Sultan veut délivrer au plus vite l'Algérie du sort qui la guette.

Les étudiants musulmans, qui sont très doués, ne s'intéressent pas aux facultés de sciences, mais brillent dans les classes de philosophie et de droit. Cela prépare des sujets capables de vous faire avaler en un tournemain des phrases subtiles qui vous démontrent que le jour, c'est la nuit, et que le blanc est noir.

« La Démocratie est excellente en toutes choses, sauf « dans le domaine de la pensée ». Et hop ! On ne peut dire plus clairement que la démocratie est la pire des inventions et qu'il n'en faut à aucun prix.

⁂

J''ai entendu une conférence transmise de Genève par un musulman, Nadjm Oud-Dine Bammaté, sur la tradition musulmane dans le monde moderne.

On aurait plaisir à poursuivre un débat avec des hommes de cette force et qui parlent un français autrement clair que Sartre et Merleau-Ponty.

Il eut la coquetterie de citer saint Augustin, auteur berbère.

Pour lui, l'Islam a l'orgueil d'avoir été une grande civilisation qui ne se laisse pas impressionner par les découvertes scientifiques. Seulement, il doit les absorber et se trouve un peu « dépassé dans le temps », c'est

à-dire qu'il arrive au XXe siècle avec une structure non pas du moyen-âge — n'exagérons rien — mais d'ancien régime.

Doit-il, partant du XVIIIe siècle, arriver tout de suite au XXe ? Ce serait un tour de force, il doit digérer son XIXe siècle.

Qu'on ne soit pas si exigeant ! La marche serait trop rapide, d'autant plus qu'il n'y a pas seulement la science, mais encore les arts et les lettres.

Les Musulmans ont beau faire, ils en sont à découvrir Maupassant. On ne peut leur en demander davantage, les Américains n'étant guère plus avancés. Steinbeck, Faulkner sont des sous-Zola.

Il n'y a là aucune fausse modestie de la part de M. Bammaté. C'est une appréciation exacte qui ne concerne d'ailleurs qu'une minorité de musulmans cultivés.

⁂

Les noirs d'Afrique n'ont pas cette humilité et cette lucidité. Ils ont la prétention de dépasser, et de très loin, les philosophes modernes, et les dépassent en effet dans le charabia, les formules absconses(comme celles du docteur de « La Jalousie du Barbouillé ») qui ont pour eux la magie des incantations des sorciers.

Le charmant député de la Martinique, Aimé Césaire, reproche même aux Occidentaux de vouloir persuader les nègres qu'ils en sont à l'âge de pierre, alors qu'ils seraient à l'origine des grandes civilisations.

C'est faire bon marché de ce qu'est réellement la culture du noir africain, même si l'on se penche sur lui avec sympathie, comme le faisait Marcel Griaule. Cet ethnologue est d'ailleurs pour beaucoup dans les illusions d'Aimé Césaire, les Dogons qu'il a étudiés pendant vingt ans étant peut-être les héritiers lointains de l'initiation égyptienne, ou même, si l'on veut l'admettre, d'une civilisation soudanaise antérieure à celle de l'Egypte, ce qui reste encore à démontrer.

Mais il y a une telle disproportion entre les affirmations des agrégés noirs et la réalité de l'Afrique que la discussion n'est pas possible et tourne au dialogue de sourds.

Il en va autrement des savants docteurs de l'Islam comme M. Bammaté, qui honorent leur culture. Il montre le chemin restant à parcourir aux Musulmans pour accéder au XXe siècle.

⁂

Hélas, les savants ont plus souvent la tête bien pleine que la tête bien faite et la plupart des docteurs musulmans sont tout aussi bornés que nos marxistes et nos francs-maçons. Ils ont en commun la certitude d'avoir toujours raison, les uns parce qu'ils ont Marx, les autres parce qu'ils ont le Coran, les nationalistes parce qu'ils ont la Lumière !

Mais cela n'est pas bien grave.

Ce qui l'est, ce sont les contorsions des politiciens comme M. Balafrej. Devant l'O.N.U., où la France l'a conduit par la main, il attribue le marasme où est tombé le Maroc depuis l'indépendance, « aux séquelles économiques qu'il a subies pendant les cinquante dernières années ». Et il dénonce « le danger pour la paix que représente l'action des Français en Algérie ».

Il est évident que le gouvernement marocain, incapable de rétablir l'ordre, accuse la France pour masquer son impuissance.

Mais il ne faudrait pas que les délégués français se reposent sur la certitude que ces déclarations absurdes n'ont aucune portée, et ne prennent pas la peine de les réfuter devant l'Organisation des Nations Unies, à laquelle pourtant ils font semblant de croire.

Albert PARAZ.

AU TEMPS DES LIGUES (VI) [1]

VI - L'aventure du P.P.F. (suite)

Le premier congrès du Parti était prévu pour le 11 novembre à St-Denis et l'effectif des cotisants dépassait déjà cent mille, parmi lesquels un pourcentage notable de femmes. Le P.P.F. a certainement été, en France, le premier mouvement national à susciter de si vives curiosités et bientôt de tels dévouements féminins. Cette fois encore toutes classes sociales confondues. Je pense à vous Jacqueline Boussac et à ces longues théories chantant en chœur, en chantant juste, avec une ardeur qui surprenait parfois les passants arrêtés court, pour regarder défiler vos troupes, si bien encadrées par tant de jeunes filles infatigables portant avec fierté l'uniforme bleu marine. Tout cela devait naître du Congrès de St-Denis. Chaque fédération avait délégué ses meilleurs éléments, autour de ses secrétaires fédéraux et lorsque la séance inaugurale s'ouvrit dans cette salle vieillotte du Théâtre Municipal de St-Denis, une salle de spectacle qui rappelait le temps, après tout si proche, où toute vie locale n'était pas étouffée, quelque chose comme ce théâtre de Grenelle dont ma grand'mère, jadis, m'avait dit les fastes, quelle surprise pour les habitués professionnels des congrès politiques ! Aucune place n'était vacante et les représentants de la presse, visiblement étonnés par le sérieux et l'aspect si divers des délégués, s'entre-regardaient perplexes. L'intervention de Victor Arrighi, accompagné sur l'estrade par quelques-uns de nos camarades musulmans, tout de blanc vêtus, donna immédiatement le ton singulièrement haut de ces débats. Qui ne se défendrait aujourd'hui, d'une sourde tristesse, en évoquant l'écho des acclamations saluant la grandeur et l'avenir de l'Empire. Ah ! l'accession des populations autoctones aux responsabilités ne posait alors aucun problème. Et pourtant, Arrighi n'avait pas craint de dire des vérités salubres à l'adresse de certains grands propriétaires, — tous n'étant pas d'ailleurs Européens — et d'affirmer, sans éclat de voix, mais fortement, la nécessité impérieuse d'en finir avec l'exploitation honteuse de

la main d'œuvre, et comme il avait bien su faire passer le même frisson de fierté chez tous, en évoquant les bornes de signalisation des oasis indiquant Paris-Alger-Dakar-Tombouctou, tant de milliers de kilomètres.

Mais cet Empire, il nous appartenait d'en faire une communauté vivante, où chacun aurait sa place et se trouverait bien. Un tumulte d'applaudissements et d'acclamations accueillit cette péroraison et la présentation des chefs de Fédérations de l'Afrique du Nord aux congressistes renouvela un enthousiasme indicible qui ne devait plus se démentir. C'était un vrai délire lucide, une furia française d'amour qui pouvait enfin s'exprimer sans honte. La France se retrouvait et reforgeait une unité dont tous nous avions eu, parfois, sans le savoir jusqu'alors, la poignante nostalgie. Et nous savions bien pourtant que nous ne serions pas satisfaits aussi longtemps que d'autres Français resteraient étrangers à cette fraternité recouvrée. C'est cela l'âme d'un totalitarisme humain et non point vile complaisance pour la tyranie telle que nous la dénoncions chez les staliniens.

Car c'est au P.P.F. que fut lancée l'appellation de staliniens qui depuis... L'après-midi Barbe et Doriot, proposèrent au congrès de ratifier les nominations au Comité Central, jusqu'alors tenues secrètes. Peut-être tels qui s'attendaient à faire partie de ce conseil furent-ils déçus de ne s'y point trouver, mais les déceptions individuelles fondirent très vite dans le bouillonnement torrentiel d'une unanimité spontanée que je n'ai jamais retrouvée depuis lors.

Un vieux routier de l'information politique, Martial Massiani de la *Liberté,* devait m'avouer sa stupeur, intacte quelques mois plus tard, lorsque ce journal devint l'organe du P.P.F.. Il n'avait jamais, au cours d'une carrière bien remplie, assisté à un événement politique de cette qualité. Sans la moindre intention flatteuse il me dit alors : « — si vous continuez sur cette lancée, il n'est pas douteux que vous réussirez et plus vite qu'on ne le pense place Beauveau, » Hélas le P.P.F. ne devait pas poursuivre beaucoup plus longtemps cette progression vertigineuse.

La charge d'un quotidien ne fut pas étrangère aux premières difficultés. Le colonel de La Rocque avait déjà pour sa part, un quotidien, en l'espèce « *le Petit Journal* », et le P.P.F., on le croyait du moins, se devait de ne pas demeurer en reste. La « *Liberté* », qui au temps du Cartel, sous la direction de Camille Aymard, n'avait pas contribué pour peu au dégonflement du gros Edouard, était, à la fin de 36, en assez fâcheuse posture financière. On l'offrit à Doriot et sans trop étudier la question

celui-ci accepta. Fort élégamment, il garantissait le statut de la rédaction se réservant naturellement la faculté d'y adjoindre les éléments de son choix. Et Camille Fegy se vit attribuer la rédaction en chef technique, Paul Marion la rédaction en chef politique, Jeantet la politique étrangère, moi-même la politique intérieure et Sicard les informations générales. Nous avions tous les uns et les autres une expérience incontestable de la presse quotidienne et pourtant le travail d'équipe que nous allions mener dans cet esprit qui avait assuré le grand succès de « *l'Emancipation Nationale* » n'aboutit pas. Le lancement de la « *Liberté* » doriotiste fut un ratage. Un ratage dont les conséquences ne se firent pas attendre. C'est au début de 1937, que nous devions assurer la direction de ce quotidien du soir et notre premier numéro, bien annoncé par un affichage important, parut le soir même de l'inauguration de l'Exposition Internationale. Sous un énorme titre de sept colonnes, la « *Liberté* » rendit compte de l'événement en termes non seulement mordants, mais où l'on pouvait trouver trace d'un certain esprit de dénigrement. Parmi les gravats, sous les yeux narquois d'ouvriers en grève, le Président de la République s'est promené ce matin dans un chantier... Tel était l'esprit du titre, sinon la lettre, et le reportage était de même encre. Certes les seuls pavillons en ordre étaient ceux de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne, dressés face à face dans le même style pompier, devant le Palais de Chaillot, mais si les retards étaient cette fois particulièrement scandaleux, il n'en était pas moins vrai que ceux-ci étaient de tradition et Fegy devait reconnaître plus tard que les Parisiens aimaient leur Exposition. Quoiqu'il en soit, le Président Lebrun fut très offensé d'avoir été ainsi ridiculisé. Il avait jusqu'alors résisté victorieusement aux pressions de Marx Dormoy qui, plusieurs fois déjà, sous divers prétextes, lui avait demandé de signer un décret de révocation du Maire de Saint-Denis. Mais le ressentiment balaya ses dernières objections. Quelques jours plus tard, Jacques Doriot était révoqué. Des élections municipales complémentaires allaient avoir lieu à Saint-Denis, le jour même où le Sénat se disposait à balayer, après un an de pouvoir, le cabinet Léon Blum. La campagne électorale de Doriot s'était déroulée dans un calme relatif et personne à vrai dire ne doutait que Doriot ne retrouvât, à peu près, le chiffre de ses voix de l'année précédente.

J'étais cette nuit-là au Sénat où, sans cris ni tapage, mais avec l'implacable courtoisie des résolutions bien prises, dans le style de cette maison qui fut, bien plus que la

Chambre des Députés dont Maurice Barrès et Léon Daudet appréciaient les commodités, le grand Club de la Troisième République. les représentants du suffrage restreint s'apprêtaient à porter le coup de grâce à un gouvernement trébuchant sur une nouvelle crise financière.

Pour ma part, je m'étais prêté à une blague de notre ami La Peyronnie qui m'avait suggéré de rapporter comme bruit de « couloir » que le ministre des Finances, Vincent Auriol, aux abois, s'apprêtait à prendre diverses mesures fiscales d'urgence et d'instituer notamment « le double décime » comme Raymond Poincaré jadis... Mais Vincent Auriol qui clamait dans les congrès, avec un magnifique accent toulousain « je ne suis pas un Titan... » goûta fort mal la plaisanterie et il trouva un magistrat docile pour m'inculper d' « atteintes au crédit de la Nation »... ce qui était proprement ridicule, le double décime ayant au contraire grandement aidé à rétablir le crédit de la Nation, détérioré par les financiers du Cartel comme il l'était aujourd'hui par ceux du Front Populaire.

Aussi suivais-je la séance avec une pointe de curiosité personnelle, bien excusable. Toutefois j'attendais aussi les résultats des élections de Saint-Denis avec vive impatience et je téléphonai fréquemment au journal pour m'informer. Mais jusqu'à minuit je ne pus obtenir aucune précision. Ce fut un peu plus tard que Marion me dit : « C'est mauvais, il est presque sûrement battu ». Bientôt, en effet, dans le grand salon de la Conférence illuminé et plus feutré que jamais par les larges tapis, Marx Dormoy se consolait de perdre son portefeuille en se réjouissant, avec un sourire de ses petits yeux porcins, « d'avoir eu la peau de Doriot ». A vrai dire, si celui-ci avait su réprimer un mouvement d'orgueil, d'ailleurs sympathique, mais qui était incontestablement une grosse faute politique, cet échec n'eût été qu'un incident regrettable, vite oublié. Mais Doriot vexé, ne voulut rien entendre, il adressa sa démission de député de la circonscription de Saint-Denis au Président de la Chambre, et bien que le gros Edouard, bonhomme, eut refusé pendant vingt-quatre heures d'enregistrer cette lettre — la solidarité et la camaraderie parlementaires ne sont pas de vains mots — il refusa de revenir sur sa décision. Et comme nous le pressions pendant qu'il en était encore temps de réfléchir, il nous répondit, blanc de colère : « Je ne suis pas président du parti radical, moi, et je ne donne pas des démissions pour rire... ».

Cela était bien dit, mais malgré l'adhésion de Jean-Louis Tixier-Vignancour, nouveau venu au P.P.F., nous perdions notre meilleure possibilité d'utiliser la tribune du Palais-Bourbon, dont Doriot savait les ressources. Quant à la présence de trois communistes conduits par Grenier à la mairie de Saint-Denis, elle n'avait, après tout, aucune importance, nos amis conservant naturellement leurs postes, Marshall remplaçant Doriot au fauteuil.

Le caractère de Doriot s'altéra sérieusement après cet échec, le premier qu'il eût enregistré dans sa carrière. Très égal d'humeur, du moins en public jusqu'alors, il ne maîtrisa plus ses colères, céda trop souvent aux facilités de la vie nouvelle qu'il menait, sans se soucier des critiques qu'il pouvait soulever. On ne s'y trompa pas du côté des dispensateurs de « concours » et les fonds se firent plus mesurés et « *La Liberté* » coûtait cher... Du moins n'avait-il plus rien à ménager et dans l'été de 1937 il entreprit un voyage chez Franco, en compagnie de Claude Popelin.

Dans l'année qui suivit, il y eut pourtant encore des adhésions remarquables : celle de Ramon Fernandez, en premier lieu, qui sous le couvert d'une étude sur les mouvements de jeunesse, dans les différents partis politiques, s'approcha du P.P.F. J'avais eu à lui faire connaître l'organisation des « Pionniers de Jacques Doriot » et c'est à cette occasion que se noua entre nous une de ces rares amitiés de la maturité, trop brève hélas, mais que seule la mort prématurée d'un des plus beaux esprits critiques de notre siècle interrompit. Je ne crois pas avoir jamais rencontré homme d'intelligence plus subtile, allant si vite au cœur d'une question et l'épuisant avec plus d'élégance. Avec cela d'une magnifique liberté d'esprit dont il me donna encore la preuve en me prodiguant jusqu'à la fin les marques de son amitié, lorsque, ayant rompu avec Doriot, j'étais devenu pour le P.P.F. de l'occupation une sorte d'intouchable.

Toutefois nous étions loin de ce temps et nous avions encore une année de belles illusions devant nous. N'ayant appartenu au bureau politique que plus tard et jamais au conseil financier j'ignore si le voyage à Salamanque rapporta quelque chose, mais en tout cas les difficultés financières se firent jour à « *La Liberté* », où nous connûmes, avec une parfaite bonne humeur, les fins de mois se prolongeant jusqu'au 10...

Ce qui était plus grave c'est que nous ne réussissions pas à faire monter le tirage de ce quotidien. Toutefois nos orga-

nes régionaux, à Lyon et à Marseille notamment, étaient des plus prospères. Pour faire pièce au Front Populaire déjà chancelant, après la chute de Léon Blum, Doriot avait lancé l'diée du « *Front de la Liberté* » qui rassemblerait tous les partis hostiles au communisme.

C'est ainsi que nous entrâmes en contact avec la Fédération Républicaine, c'est-à-dire avec Louis Marin, Philippe Henriot et Xavier Vallat, les deux derniers poussant le premier plus réticent.

Mais c'est incontestablement par l'accord sur une politique étrangère de paix avec nos voisins que nous devions trouver des alliés parfois inattendus, à l'Alliance Démocratique où Pierre-Etienne Flandin et Paul Reynaud s'affrontaient, aussi bien qu'au Parti Radical et au Parti Socialiste, sans même excepter le Parti Communiste où les intelligences se révélèrent plus tard, lors de la dissolution du parti par Daladier.

Mais l'allié naturel que nous recherchions avant tout c'était le Parti Social Français du Colonel de la Rocque, que celui-ci maintenait jalousement dans un farouche isolement. Là se trouvaient les plus fortes masses de militants nationaux et il ne semble pas douteux que si cette force statique avait été utilement employée, le destin de notre pays et de l'Europe eût été tout autre.

Je devais avoir une confirmation éclatante de l'importance numérique du P.S.F. en suivant à la fin de novembre de l'année 1937, pour « *La Liberté* », le Congrès National du Parti qui se tint à Lyon. Quelques temps auparavant s'étaient déroulées les péripéties du procès intenté par La Rocque à Tardieu, ce dernier ayant révélé, pour détourner le flot des adhérents du P.S.F. vers des formations plus actives, que le Président des Croix de Feu avait reçu des fonds secrets.

On pouvait penser qu'après pareille accusation, confirmée par Pozzo di Borgo, un ancien Croix de Feu brouillé avec La Rocque, un certain trouble, à tout le moins, régnerait dans les rangs du parti : Quelle erreur était la mienne !

Salle Rameau où les délégués étaient réunis, au pied de la Croix-Rousse, j'ai entendu un secrétaire de fédération dire textuellement : « Tandis que se déroulait l'infâme procès, j'ai pensé, mon Colonel, à un autre procès, celui de Jeanne d'Arc ». Cette effarante comparaison avait été accueillie par de frénétiques acclamations. Sur quoi, très simplement, son visage encore plus terreux et grêlé que d'ordi-

naire, La Rocque avait pris la parole pour dire qu'il comprenait bien les sentiments exprimés par le camarade, qu'il l'en remerciait, mais que toutefois « Jeanne d'Arc c'était autre chose... ». Cette fois la salle fut en délire pendant de longues minutes.

Ah ! la curieuse assemblée. Des orateurs exposaient des problèmes, suggéraient des solutions, le plus souvent avec talent et conviction, après quoi le Colonel se levait et sous couleur de mettre au point, brouillait tout, mais on l'acclamait de plus belle.

Au dîner que le Colonel avait offert à la presse, j'eus l'occasion d'expriter mon étonnement de ces singuliers débats à Paul Creyssel, un des hommes les plus remarquables de la dernière législature de la Troisième République. Avec un petit mouvement d'épaule désabusé il me dit : « C'est toujours ainsi, mais il faut bien être là, car vous verrez demain l'audience qu'il a dans le pays ».

Pendant tout ce dîner d'une vingtaine de couverts, j'observai à loisir notre hôte. De taille moyenne, avec une petite tête d'oiseau, un teint blême, les joues marquées et la peau déjà parcheminée, de très petits yeux au regard gris, le colonel avait par ailleurs tout à fait le port de l'officier supérieur en civil, sa mobilité, sa vivacité de mouvements étaient extrêmes. Il s'était montré particulièrement aimable avec moi avant de passer à table. Mais pendant tout le dîner, digne de la plus exquise tradition gourmande lyonnaise, il ne parla pas sinon pour échanger deux ou trois banalités courtoises avec ses voisins et ne mangea rien du menu. J'en avais conclu, hâtivement, qu'il s'infligeait des pénitences. J'ai appris depuis que les diététiques de régimes sont aussi un des motifs les plus courants d'abstinence.

Je voulais encore espérer, contre toute logique évidemment, que si les cadres demeuraient inébranlables, les militants de base avaient été plus ou moins ébranlés. La réunion aux usines de la Buire qui devait clore les travaux du Congrès, me retira définitivement toute illusion.

Situés sur la rive droite du Rhône, loin du centre, les immenses hangars mis à la disposition du colonel par un industriel P.S.F., par cette brumeuse matinée dominicale de fin de novembre, n'étaient pourtant rien moins qu'accueillants, bien qu'ils fussent chauffés, assurait-on. En arrivant dans le quartier, j'avais été surpris par le nombre des voitures garées dans ces rues de lugubre cité industrielle, mais lorsque je franchis l'enceinte, vers 9 h. 30, j'eus vraiment

le souffle coupé par le spectacle de cette foule innombrable qui déjà remplissait le hall, alors que la réunion ne devait commencer qu'une demi-heure plus tard, le discours de La Rocque n'étant pas prévu avant onze heures. Et l'on me précisa que depuis l'ouverture des portes, c'est-à-dire à sept heures du matin, le flot de milliers et de milliers d'auditeurs n'avait cessé d'arriver. Certains avait passé la nuit dans leurs voitures, faute de place dans les hôtels lyonnais où le moindre réduit servait de chambre, d'autres avaient voyagé dès deux heures, trois heures du matin pour s'assurer les meilleures places, le plus près possible de la tribune encore déserte. Selon les évaluations officielles, j'entends des services de police lyonnais, peu suspects de vouloir flatter le Colonel, environ cinquante mille personnes s'étaient déplacées de tous les départements voisins.

Une rumeur, une houle de mer profonde, montait de cette assemblée d'hommes et de femmes aussi, de toutes conditions, je dois le dire, car les possesseurs de voitures n'avaient pas craint de fatiguer leurs ressorts en prenant avec eux deux ou trois passagers. Et sur chaque visage on lisait la même espérance, dans une attente heureuse, passionnée et confiante.

Il faut dire que si la révolution nationale a échoué en France ce n'est certes pas pour n'avoir point trouvé autant de dévouements populaires qu'ailleurs, mais bien parce que les chefs n'étaient pas, pour une raison ou une autre, à la mesure des exigences de l'histoire. Cette remarque, je le crois, peut être à nouveau utilement méditée...

Peu à peu des groupes compacts achevaient de remplir les derniers rangs. Ils entraient en chantant « La Marseillaise » et je pensais qu'une telle réunion, animée par le P.P.F., aurait eu plus de style encore puisque nous avions, depuis le Congrès de Saint-Denis notre propre chant : « France libère-toi » que la médiocrité du texte n'empêchait point de faire impression. Chaque entrée était naturellement saluée par des clameurs de bienvenue. Ce n'était rien en comparaison de la tempête que déchaîna l'apparition sur l'estrade du Colonel de La Rocque. On peut m'en croire, mon expérience des réunions publiques était déjà solide, celle des congrès aussi. La saison précédente, à Marseille, au Congrès socialiste j'avais eu la joie de voir voler les chaises à travers la salle, devant Léon Blum atterré et Paul Faure déjà goguenard. Quel contraste. La foule des militants P.S.F. constituait vraiment une force de la nature. Ibarnegaray prononça

ce matin un de ses meilleurs discours qu'on applaudit de confiance en attendant La Rocque. Je ne me souciais guère d'écouter ce qu'il disait. Je me remémorais un mot expliquant le pouvoir de Sarah Bernhard sur son public : elle ferait pleurer en lisant l'annuaire des abonnés au téléphone ! La Roque mettait son public en délire dès qu'il ouvrait la bouche. Aussi était-il constamment interrompu par des clameurs d'enthousiasme et s'il ne faisait pas chaud le matin, la température, sur le coup de midi, ne laissait plus rien à désirer. Je fis mon rapport à Doriot exprimant mes doutes sur les possibilités de nouer des rapports suivis avec les militants du P.S.F.

COMMUNIQUÉ

GROUPE D'ALGER DE « DÉFENSE DE L'OCCIDENT ». — Une permanence du Groupe est ouverte depuis le 4 DÉCEMBRE 1956 et fonctionnera CHAQUE MARDI, de 18 à 20 h., chez M. Yves JEANNE, 8e Groupe, Bâtiment C (2e étage, Bd Lutaud, Champ de Manœuvre, ALGER.

Nos camarades et sympathisants, ainsi que les abonnés à la Revue, sont priés de la fréquenter assidûment. Des journaux et des livres y seront mis à leur disposition en même temps que leur seront fournis tous renseignements sur notre activité et nos buts.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 1.197. Dépôt légal : 4e trimestre 1956.
Justification du tirage : 4.250 ex.

A PARAITRE FIN JANVIER.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO SPÉCIAL

COLLECTION « *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* »

L'ÉPURATION

La législation d'Alger. Les exécutions sommaires et les Cours martiales, par Jacques PLEYBER. Les Cours de justice, par Xavier VALLAT. La Haute-Cour, par Jacques ISORNI. L'épuration administrative, par Jean PERRÉ. L'épuration intellectuelle, par Jacques POILLOT. Les intellectuels devant l'épuration, par Bernard VORGE. Principes et résultats de l'épuration, par Maurice BARDÈCHE. L'épuration à l'étranger. Bagnes et prisons de l'épuration. Bibliographie, extraits de presse et documents.

(Le service de ce numéro est assuré gratuitement à nos abonnés).

Un vol. in-8° de 144 pages. Le numéro : *240 fr.*

La vente dans toutes les librairies

Commandez-le dès maintenant chez votre libraire ou, directement, aux « *Sept Couleurs* », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 2182.19, Paris.

et

rs

ar

an

T.

E.

R-

e

s.

à

,

,